

RAPPORT
DU
COMITÉ DES CONFÉRENCES

Volume I

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE - TROISIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 32 (A/33/32)



NATIONS UNIES

RAPPORT
DU
COMITÉ DES CONFÉRENCES

Volume I

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE - TROISIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 32 (A/33/32)



NATIONS UNIES

New York, 1978

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les désignations utilisées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 3	1
II. ORGANISATION DES TRAVAUX	4 - 9	2
A. Bureau	4	2
B. Organisation des travaux	5 - 6	2
C. Programme de travail	7 - 9	2
III. CALENDRIER DES CONFERENCES	10 - 38	4
A. Renseignements à fournir à l'appui des demandes de dérogations au calendrier des conférences présentées entre les sessions	11 - 16	4
B. Dérogations à apporter entre les sessions au calendrier approuvé pour 1978-1979 et questions connexes	17 - 38	5
1. Procédure à suivre pour examiner les demandes de dérogations présentées entre les sessions par des organes subsidiaires du Conseil économique et social	17	5
2. Dérogations n'appelant pas de décision de la part du Comité	18 - 19	5
3. Additions et modifications apportées au calendrier des conférences	20 - 31	6
4. Décisions concernant des modifications des services à fournir	32 - 38	7
IV. UTILISATION DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR LES SERVICES DE CONFERENCE	39 - 65	10
A. Durée et périodicité des sessions	42 - 43	10
B. Organisation et déroulement des travaux des organes de l'ONU	44 - 46	11
C. Utilisation du temps imparti aux réunions	47 - 51	11
D. Annulation de séances prévues et surprogrammation des réunions	52 - 53	12

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
IV. UTILISATION DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR LES SERVICES DE CONFERENCE (suite)	39 - 65	10
E. Volume du programme des réunions	54 - 55	13
F. Normes d'évaluation des effectifs nécessaires ..	56 - 57	13
G. Nombre de grandes conférences spéciales	58 - 59	13
H. Etablissement d'un manuel à l'intention des secrétaires d'organes	60 - 61	14
I. Remboursement des services fournis au PNUD, au FISE, à l'UNITAR et à d'autres organismes ou programmes financés par des fonds extra- budgétaires ou des contributions volontaires ...	62 - 65	14
V. CONTROLE ET LIMITATION DE LA DOCUMENTATION	66 - 93	16
VI. RECAPITULATION DES RECOMMANDATIONS DU COMITE	94	22
ANNEXES		
I. Projet de programme de travail proposé par le Secrétariat		27
II. Renseignements à fournir à l'appui des demandes de dérogations au calendrier des conférences présentées entre les sessions		32
III. Incidences financières des dérogations au calendrier des conférences approuvées entre les sessions, janvier-mai 1978		41
IV. Nombre de séances tenues à l'ONU de 1973 à 1977		42
A. Séances tenues à New York et à Genève, avec et sans services d'interprétation		42
B. Séances tenues par les commissions régionales, avec et sans services d'interprétation, de 1973 à 1977		42
C. Réunions officieuses dont le service a été assuré à New York et à Genève		43
V. Séances allouées et séances effectivement tenues en 1977		44
A. New York		44
B. Genève		51

TABLE DES MATIERES (suite)

ANNEXES (suite)

	<u>Pages</u>
VI. Utilisation du temps de réunion imparti à divers organes de l'ONU dont le Siège a assuré le service en 1977	56
VII. Utilisation du temps de réunion imparti à l'Assemblée générale et à ses grandes commissions lors de la trente-deuxième session	59
VIII. Résultats obtenus grâce à la surprogrammation des séances au Siège durant la période allant du 27 février au 27 mai 1978	60
IX. Contrôle et limitation de la documentation : résolutions et décisions antérieures	61

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

1. Par sa résolution 32/72 du 9 décembre 1977, l'Assemblée générale a décidé de maintenir le Comité des conférences, créé en application de sa résolution 3351 (XXIX) du 18 décembre 1974. Le mandat du Comité des conférences est le suivant :

- a) Donner des avis à l'Assemblée générale sur le calendrier des conférences;
- b) Décider, au nom de l'Assemblée générale, de la suite à donner aux demandes de dérogations au calendrier approuvé des conférences qui ont des incidences administratives et financières;
- c) Recommander à l'Assemblée générale les moyens d'assurer la répartition optimale des ressources, des installations et des services en matière de conférence, y compris la documentation, afin d'en assurer l'utilisation la plus efficace et la plus rentable;
- d) Aviser l'Assemblée générale des besoins actuels et futurs de l'Organisation en matière de services, d'installations et de documentation pour les conférences;
- e) Aviser l'Assemblée générale des moyens propres à améliorer la coordination des conférences dans le cadre du système des Nations Unies, y compris en ce qui concerne les services et les installations de conférence, et tenir des consultations appropriées à cette fin.

2. Le 23 décembre 1977, conformément au paragraphe 2 de la résolution 32/72 de l'Assemblée générale, le Président de l'Assemblée, après consultation avec les présidents des groupes régionaux, avait nommé membres du Comité des conférences les Etats suivants (A/32/497, par. 2) :

Algérie, Autriche, Canada, Chili, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Honduras, Indonésie, Japon, Kenya, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

3. Dans une lettre datée du 22 mars 1978, le Président de l'Assemblée générale a informé le Secrétaire général qu'à la suite du retrait de la Tunisie, il avait, après avoir consulté le Président du Groupe africain, nommé la Côte d'Ivoire membre du Comité des conférences (A/32/497/Add.1).

CHAPITRE II

ORGANISATION DES TRAVAUX

A. Bureau

4. A ses 99ème et 100ème séances, les 13 janvier et 10 février 1978, le Comité a élu par acclamation un bureau ainsi composé :

Président : Michael Okeyo (Kenya)

Vice-Présidents : John H. N. Gooneratne (Sri Lanka)
Miloslav Jezil (Tchécoslovaquie)
Javier Suazo Tomé (Honduras)

Rapporteur : Timothy J. Hannah (Nouvelle-Zélande)

Pour des raisons de force majeure, le Président n'a pu présider que la première séance. Le Comité a remercié les Vice-Présidents et le Rapporteur d'avoir assuré la présidence et guidé les travaux du Comité lors des autres réunions tenues durant la période considérée.

B. Organisation des travaux

5. Le Comité a décidé de se réunir régulièrement une fois par mois au moins pour examiner des questions concernant le calendrier des conférences et réunions et son application, ainsi que certaines questions figurant à son programme de travail. Il a décidé également de tenir une session consacrée à des questions de fond. En outre, le Comité a affirmé qu'il s'efforcera de résoudre le plus grand nombre de questions possibles lors de consultations officielles afin de réduire le nombre de ses séances officielles. Il a également décidé de continuer à prendre ses décisions par consensus, eu égard à la nature des questions à examiner, tout en suivant au besoin des méthodes pragmatiques et souples qui lui permettent d'exercer sans entraves son pouvoir de décision. Un groupe de travail à composition non limitée a été créé afin d'étudier diverses questions ayant trait à la documentation de l'ONU.

6. Le Comité a tenu 17 séances pendant la période allant du 4 janvier au 2 juin 1978; il a tenu 11 séances dans le cadre de sa session consacrée à des questions de fond, qui a eu lieu du 8 mai au 2 juin 1978.

C. Programme de travail

7. Le Comité a examiné en détail son programme de travail, sur la base d'une note du Secrétariat (voir l'annexe I). Il a été souligné qu'en s'acquittant de son mandat, le Comité devrait concentrer ses efforts non seulement sur la répartition optimale des services de conférence mais également sur la formulation de recommandations concrètes quant aux moyens de réduire le gaspillage des ressources, et qu'il devrait à cet égard présenter des suggestions pour rationaliser les travaux des organes de l'ONU, à réduire le volume de la documentation publiée par ceux-ci et en assurer la publication en temps voulu, et à contrôler l'utilisation du personnel des services de conférence. Il conviendrait de continuer de veiller à l'application des directives que l'Assemblée générale avait déjà adoptées en la matière.

8. Le Comité a examiné une proposition tendant à instituer des systèmes de quotas, mais a décidé de suspendre provisoirement l'étude de cette possibilité, étant donné les résultats des délibérations lors des années précédentes. Il a aussi examiné une proposition d'étude comparative des normes quantitatives de travail des services de conférence dans divers Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, notamment les pays hôtes de bureaux des Nations Unies.

9. Le Comité a retenu deux grands thèmes pour sa session consacrée à des questions de fond, à savoir "l'utilisation des services de conférence" et "les questions liées à la documentation de l'Organisation des Nations Unies", et il a finalement adopté l'ordre du jour suivant :

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Utilisation des services de conférence
3. Contrôle et limitation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies
4. Autres questions.

CHAPITRE III

CALENDRIER DES CONFERENCES

10. Par sa résolution 32/71 du 9 décembre 1977, l'Assemblée générale avait approuvé le projet de calendrier des conférences et réunions pour 1978-1979 figurant à l'annexe I.A du rapport du Comité des conférences 1/. Les modifications apportées au calendrier comme suite à des décisions ultérieures de l'Assemblée générale et d'autres organes étaient indiquées dans le document A/AC.172/13, publié le 21 février 1978. Un calendrier révisé pour 1979, établi compte tenu des décisions du Comité, sera publié dans le volume II du présent rapport. Conformément à son mandat, le Comité a examiné à plusieurs occasions des demandes de dérogations au calendrier approuvé.

A. Renseignements à fournir à l'appui des demandes de dérogations au calendrier des conférences présentées entre les sessions

11. Le Comité ayant demandé que soit établie une liste type de données à prendre en considération lors de l'examen des demandes de dérogations, afin de faciliter la comparaison du coût des conférences, le Secrétariat a présenté un projet de formule type énumérant les renseignements à inclure dans les demandes de dérogations adressées au Comité des conférences.

12. Cette formule prévoyait trois sortes de dérogations différentes (voir annexe II) :

a) Les dérogations qui entraînent des prestations supplémentaires : séances et sessions non prévues au calendrier, accroissement du nombre ou de la durée des séances de sessions déjà prévues et augmentation des services à fournir pour des réunions déjà prévues;

b) Les dérogations qui comportent un changement de date d'une session déjà prévue, sans changement de lieu;

c) Les dérogations qui comportent un changement de lieu d'une session déjà prévue.

13. Le Comité était aussi saisi d'un exposé détaillé, établi par le Secrétariat, des considérations qui entrent en jeu pour estimer les incidences financières des dérogations demandées entre les sessions, lequel confirmait les renseignements fournis au Comité en 1977 2/.

14. Au cours du débat, le Comité a brièvement abordé la question de la délimitation de son mandat par rapport à celui du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Le Comité est convenu que, pour ce qui est des coûts des services de conférence, ce dernier examinait avant tout les questions entraînant l'ouverture de crédits additionnels entre les sessions de l'Assemblée générale en vertu des pouvoirs qui lui étaient conférés en ce qui concerne les dépenses imprévues et extraordinaires, tandis que la question de la réaffectation des crédits ou celle des dépenses additionnelles à couvrir dans les limites des crédits déjà approuvés était du ressort du Comité des conférences.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 32 (A/32/32).

2/ Ibid., par. 58 à 63.

15. Le Comité a approuvé la formule proposée et a rappelé à ce propos le paragraphe 2 de la section III de la résolution 32/71, dans laquelle l'Assemblée a affirmé que "lorsque des dérogations seront accordées entre les sessions, le service des réunions devra être financé par prélèvement sur les crédits ouverts pour les services de conférence". De toute évidence, le Comité des conférences n'était pas habilité à outrepasser ce mandat.

16. Le Comité a prié le Secrétariat de faire périodiquement rapport sur le niveau des fonds prévus pour le recrutement de personnel temporaire, afin que l'on puisse déterminer le montant des ressources déjà utilisées.

B. Dérogations à apporter entre les sessions au calendrier
approuvé pour 1978-1979 et questions connexes

1. Procédure à suivre pour examiner les demandes de dérogations présentées entre les sessions par des organes subsidiaires du Conseil économique et social

17. Le Comité a brièvement examiné la procédure précise à suivre en ce qui concerne les dates de réunions des organes subsidiaires du Conseil économique et social et leurs demandes de dérogations. On a noté que la procédure établie dans la décision 279 (LXIII) du Conseil, en date du 4 août 1977, était sujette à interprétation, c'est-à-dire qu'une demande pouvait être adressée au Bureau du Conseil par l'intermédiaire du Comité des conférences, puis renvoyée au Conseil lui-même, qui formulait la recommandation définitive, ou qu'elle pouvait être renvoyée, par l'intermédiaire du Bureau du Conseil, au Comité des conférences qui prenait la décision finale. On a estimé qu'il fallait adopter dans chaque cas la méthode la plus pratique.

2. Dérogations n'appelant pas de décision de la part du Comité

18. Le Comité a décidé de poursuivre la pratique selon laquelle le Secrétariat règle la question des dérogations qui n'ont pas d'incidences financières ou administratives, ne mettent pas en jeu d'importantes questions de politique générale ou n'entraînent pas de modifications administratives importantes du calendrier des conférences, étant entendu que le Secrétariat est tenu d'informer le Comité de toute mesure prise par lui.

19. Au cours de l'année, le Comité a reçu des renseignements relatifs à plusieurs modifications de ce type et en a pris note; ils concernaient, notamment, un certain nombre d'invitations reçues de gouvernements conformément à la résolution 31/140 de l'Assemblée générale :

Commission des sociétés transnationales, qui devait se réunir du 16 au 26 mai 1978 à Vienne;

Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, qui devait se réunir du 5 au 16 juin 1978 à Vienne;

Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui devait se réunir du 19 au 30 juin 1978 à Vienne;

Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, qui devait se réunir en 1979 à Mexico.

3. Additions et modifications apportées au calendrier des conférences

20. Le Comité a examiné deux modifications au calendrier approuvé des conférences et des réunions.

Commission de la condition de la femme

21. Un représentant du secrétariat du Conseil économique et social a informé le Comité qu'étant donné que la documentation nécessaire ne serait pas publiée en temps voulu, il avait été décidé, conformément à la décision 52 (LVII) du Conseil, en date du 1er août 1974, de remettre au mois de mars 1978 la session de la Commission de la condition de la femme qui devait se tenir en janvier 1978. Par la décision du Conseil, le Secrétaire général était autorisé à changer le lieu et/ou les dates de réunion des organes subsidiaires du Conseil, en consultation avec le Président du Conseil, si des circonstances exceptionnelles l'exigeaient, à condition que les dépenses supplémentaires qu'entraînerait ce changement puissent être financées dans les limites des crédits ouverts. Le Comité a également été informé à cette occasion que le Conseil économique et social, à sa session d'organisation pour 1978, envisagerait, entre autres, de changer la date de la session de la Commission de la condition de la femme et que la décision prise à cet égard serait portée à l'attention du Comité des conférences.

22. Le Comité s'est demandé si les circonstances auxquelles le report de la session était imputable, à savoir le fait que la documentation nécessaire ne serait pas prête ou que son établissement aurait été retardé, constituaient bien des "circonstances exceptionnelles" et justifiaient donc l'application de la décision 52 (LVII) du Conseil. Il s'est également demandé pourquoi la Cinquième Commission n'avait pas reçu de proposition à ce sujet lors de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale, puisque les raisons du report en question étaient connues avant la clôture de la session.

23. Le secrétariat du Conseil économique et social a été prié d'informer le Comité de toutes les particularités de cette question. Ultérieurement, lorsqu'il a examiné le problème de l'établissement de la documentation en temps voulu, le Comité est revenu sur cette question (voir par. 70).

24. Pour conclure, le Comité a noté que, parce qu'on savait que les documents nécessaires pour la session de la Commission de la condition de la femme ne seraient pas disponibles (ce qui aurait rendu cette session inutile), une décision administrative tendant à remettre la session à plus tard avait été prise. Le Comité s'est déclaré préoccupé par le fait qu'il n'avait pas été consulté pour cette décision et par les circonstances qui l'avaient motivée.

Conférence préparatoire des Nations Unies pour la Conférence des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs, ou comme frappant sans discrimination

25. Le Comité a appris que la Cinquième Commission avait décidé, à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale, de renvoyer au Comité des conférences la question de la date et du lieu de réunion de la Conférence préparatoire des Nations Unies pour la Conférence des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs, ou comme frappant sans discrimination, conférence qui serait convoquée en vertu de la résolution 32/152 de l'Assemblée générale et qui se tiendrait en 1978 (voir A/C.5/32/SR.65).

26. Dans l'état des incidences administratives et financières qui avait été présenté à l'Assemblée générale (A/C.5/32/58), on présumait que la Conférence préparatoire se tiendrait à New York du 24 juillet au 11 août 1978. La Cinquième Commission avait en outre été informée que les services de conférence nécessaires pourraient être assurés à Genève du 24 juillet au 11 août 1978. Le Comité des conférences a été saisi d'un état du coût estimatif intégral de la Conférence préparatoire au cas où elle se tiendrait à Genève.

27. Le Comité des conférences, conscient du fait que les experts nécessaires seraient disponibles à Genève et que les incidences financières y relatives, qu'elles soient favorables ou non, ne pouvaient être évaluées, a décidé de convoquer la Conférence préparatoire à Genève du 24 juillet au 11 août 1978.

Décisions concernant des demandes de dérogations

28. Un certain nombre de demandes de dérogations à apporter au calendrier des conférences approuvé pour 1978 ont amené le Comité à approuver plusieurs additions audit calendrier. Ses principales décisions sont énoncées ci-dessous. Un état détaillé des incidences financières de toutes les dérogations approuvées figure à l'annexe III. Les nouvelles demandes de dérogations présentées au Comité en 1978 figureront dans le volume II de son rapport. Le Comité a décidé d'approuver toutes les demandes exposées ci-après, étant entendu qu'il ne serait pas nécessaire d'ouvrir des crédits additionnels pour fournir les services nécessaires.

Comité des droits de l'homme

29. A sa troisième session, tenue à Genève du 16 janvier au 3 février 1978, le Comité des droits de l'homme a décidé de demander une prolongation de trois jours de sa quatrième session, qui se tiendrait par conséquent, au Siège, du 10 juillet au 2 août 1978, et non au 28 juillet comme prévu.

Comité des droits de l'homme - Groupe de travail des Cinq

30. A sa troisième session, tenue à Genève du 16 janvier au 3 février 1978, le Comité des droits de l'homme a décidé de demander pour son Groupe de travail des Cinq l'autorisation de se réunir à New York du 3 au 7 juillet 1978, avant la quatrième session du Comité qui devait se tenir au Siège du 10 au 28 juillet 1978.

Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement

31. A sa dernière session, tenue du 23 janvier au 24 février 1978 au Siège, le Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a décidé de demander que sa prochaine session soit prolongée de quatre jours. Le Comité préparatoire se réunirait ainsi au Siège du 4 au 21 avril 1978 et non pas du 10 au 21.

4. Décisions concernant des modifications des services à fournir

32. Le Comité a été saisi de deux demandes de dérogations au calendrier approuvé pour 1978 qui entraînaient une modification des services à fournir. D'une part, à sa deuxième session, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement avait demandé que

l'arabe figure parmi les langues utilisées au cours de ses futures sessions. D'autre part, le Comité créé en application de la résolution 32/174 de l'Assemblée générale avait décidé, à sa première session, de demander que des comptes rendus analytiques de séance soient établis lors de ses futures sessions. Ce comité avait été informé qu'en vertu des dispositions de la résolution 2538 (XXIV) - puisque la résolution 32/174 ne prévoyait pas expressément l'établissement de comptes rendus analytiques - l'établissement de tels comptes rendus n'était pas autorisé. Néanmoins, le Comité avait exprimé l'opinion qu'il avait besoin de ces comptes rendus pour s'acquitter convenablement de son mandat, et il avait présenté une demande à cet effet au Comité des conférences.

33. En examinant ces demandes, le Comité des conférences s'est posé la question de savoir s'il avait compétence pour autoriser des modifications des services à fournir. Il a été informé par le Service juridique qu'aucune délégation de pouvoirs ne lui permettait de statuer en la matière.

34. D'après l'avis juridique, les alinéas a), c), d) et e) du paragraphe 3 de la résolution 32/72 de l'Assemblée générale traitaient exclusivement des fonctions consultatives que le Comité devait exercer vis-à-vis de l'Assemblée elle-même et non vis-à-vis d'organes subsidiaires. Aux termes de l'alinéa b), le Comité pouvait "décider, au nom de l'Assemblée générale, de la suite à donner aux demandes de dérogations au calendrier approuvé des conférences qui avaient des incidences administratives et financières". Lesdites "dérogations" concernaient des questions telles que des propositions visant à changer la date ou le lieu d'une session d'un organe particulier. D'après l'avis juridique, le mandat du Comité des conférences ne lui permettait ni expressément ni implicitement de décider que des comptes rendus de séance seraient établis pour un organe subsidiaire que l'Assemblée générale n'avait pas expressément autorisé à faire établir de tels comptes rendus, ni de prévoir que des services seraient assurés dans des langues supplémentaires à titre permanent.

35. Néanmoins, pour ce qui est de fournir des services linguistiques en arabe, le Comité a pris note du passage de l'avis juridique où il était dit, entre autres, que, comme suite aux rapports du Secrétaire général sur la question des services linguistiques en arabe (A/C.5/31/60 et Corr.1 et A/C.5/32/9), l'Assemblée avait confirmé, dans ses résolutions 31/208 du 22 décembre 1976 et 32/205 du 21 décembre 1977, que le Secrétaire général pouvait fournir des services d'interprétation en arabe "dans la mesure des ressources disponibles", sans en référer au Comité des conférences, vu que les décisions de l'Assemblée à ce sujet étaient claires.

36. En ce qui concerne la demande relative à l'établissement de comptes rendus analytiques de séance, le Comité des conférences a reçu ultérieurement une proposition du Secrétariat qui permettrait de rendre compte des délibérations du Comité créé en application de la résolution 32/174 de l'Assemblée générale : les déclarations de principe pourraient être consignées par le Secrétaire du Comité, vérifiées par le Rapporteur auprès des délégations intéressées, et reflétées ensuite dans le rapport du Comité.

37. Après un débat prolongé et approfondi, les membres du Comité des conférences sont convenus de ce qui suit. Tout en notant l'importance des travaux du Comité en question et le contexte dans lequel la demande était présentée, le Comité des conférences, tenant compte des dispositions des résolutions 2538 (XXIV) et

3415 (XXX) de l'Assemblée relatives à l'établissement de comptes rendus analytiques, et notant que l'établissement de comptes rendus analytiques était expressément exclu dans l'état des incidences administratives et financières qui avait été présenté à la Deuxième Commission et à la Cinquième Commission au sujet du Comité créé en application de la résolution 32/174 de l'Assemblée générale (A/C.5/32/106), a décidé que c'était à l'Assemblée générale qu'il incombait de prendre une décision de cette nature. Le Comité a toutefois recommandé au Comité créé en application de la résolution 32/174 de l'Assemblée générale d'envisager la solution pratique proposée par le Secrétariat.

38. Tout en acceptant cette solution, une délégation a néanmoins fait observer que le fait qu'on ait pu trouver un moyen licite de surmonter la difficulté prouvait qu'il existait une lacune dans les dispositions qui régissaient actuellement l'établissement des comptes rendus analytiques de séance. Elle suggérait donc de recommander à l'Assemblée générale d'envisager de prendre une décision expresse pour combler cette lacune; dans cette décision, qui serait une interprétation de la résolution 3415 (XXX), l'Assemblée préciserait que toute résolution ne prévoyant pas expressément l'établissement de comptes rendus excluait toute solution pratique visant à en faire établir, sous quelle forme que ce soit.

CHAPITRE IV

UTILISATION DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR LES SERVICES DE CONFERENCE

39. Le Comité a reçu du Secrétariat un rapport détaillé sur cette question, contenant des renseignements sur l'évolution du programme des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies au Siège, à Genève et dans les commissions économiques régionales; sur les mesures déjà prises par le Comité en ce qui concerne l'utilisation des ressources affectées aux services de conférence; sur l'application des dispositions des résolutions 32/71 et 32/420 de l'Assemblée générale visant l'utilisation des ressources affectées aux services de conférence; sur les crédits ouverts pour les services de conférence et sur les normes d'évaluation des effectifs nécessaires pour assurer le service des réunions et conférences. Le rapport contenait en outre des indications concernant les domaines dans lesquels des mesures pourraient être prises par le Comité.

40. Au cours de la discussion, le Comité a noté que pendant la période 1973-1977, le nombre des séances, avec et sans services d'interprétation, semblait avoir nettement augmenté au Siège et à Genève, tandis qu'aucune tendance nette ne se dégageait dans le cas des commissions régionales (voir annexes IV A et B). Le nombre des séances tenues, réparties par grands domaines d'activité, n'avait pas subi de modification importante dénotant une évolution à long terme de la distribution par domaines d'activité.

41. Le Comité a convenu qu'il fallait faire des recommandations spécifiques afin que les ressources affectées aux services de conférence soient utilisées de manière plus efficace et plus économique. Il a alors étudié les possibilités d'action et les mesures à prendre dans un certain nombre de domaines (voir ci-après).

A. Durée et périodicité des sessions

42. Certains membres ont pensé qu'il serait utile que l'Assemblée générale prie les organes de l'ONU d'étudier la possibilité de réduire la durée de leurs sessions ou de se réunir moins souvent. Cette proposition a recueilli l'adhésion générale. Le Comité a convenu que l'Assemblée devrait demander au Secrétariat de fournir les informations nécessaires à cette fin. Les conclusions auxquelles seraient parvenus les divers organes seraient prises en considération par le Comité des conférences en 1979 et lorsqu'il établirait à l'avenir le calendrier des conférences.

43. En outre, le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre de nouvelles mesures pour réduire le gaspillage du temps et des ressources affectés aux réunions à l'Organisation des Nations Unies. Il a pensé que l'Assemblée générale jugerait peut-être opportun de décider que la question de la durée des sessions futures devrait être examinée par le Comité des conférences, en consultation avec les organes intéressés, compte tenu de la manière dont chacun d'eux aurait utilisé le temps qui lui avait été imparti pour sa ou ses sessions précédentes.

B. Organisation et déroulement des travaux des organes de l'ONU

44. Le Comité a examiné l'augmentation du nombre des séances officielles, sur la base des statistiques figurant à l'annexe IV C. Il a affirmé que c'était aux membres de chaque organe qu'il appartenait de décider de l'opportunité de ce type de séances. A la suite d'un échange de vues à ce sujet, le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale de demander aux organes de l'ONU de garder présente à l'esprit la possibilité de mener leurs travaux dans le cadre de séances officielles, le caractère officiel de ces séances n'excluant pas la fourniture des services d'interprétation nécessaires.

45. Des doutes ont été exprimés quant à l'avantage qu'il y aurait à ce que chaque organe tienne en début d'année une réunion d'organisation de ses travaux, vu que cette pratique ne pouvait s'appliquer de la même façon à tous les organes. Il a été reconnu, en revanche, qu'une session d'organisation, notamment dans le cas des organes subsidiaires appelés à se réunir toute l'année, pouvait contribuer à la bonne organisation et à la bonne marche des travaux.

46. Le Comité a alors décidé de recommander à l'Assemblée générale d'inviter les groupes régionaux à convenir, si possible, de la composition des bureaux des organes de l'ONU devant tenir des sessions d'une durée déterminée, bien avant le début des sessions. Les organes dont le bureau serait ainsi constitué par avance devraient être encouragés à examiner l'organisation de leurs travaux aussitôt que possible avant la tenue de leur session proprement dite. Quant aux organes qui se réunissent selon les besoins, l'Assemblée pourrait les prier instamment de tenir une réunion officielle d'organisation au début de l'année pour examiner leur programme de travail et le répartir rationnellement sur toute l'année, si possible, avec l'aide du Secrétariat. Cela éviterait les retards dans le démarrage des travaux de fond d'une session et permettrait au Secrétariat de consulter au besoin le bureau de l'organe intéressé avant la session, notamment au sujet de la documentation à fournir. Cette formule permettrait en outre de se tenir au fait des incidences financières et administratives des résolutions et des décisions adoptées précédemment.

C. Utilisation du temps imparti aux réunions

47. Après avoir analysé la façon dont plusieurs organes de l'ONU qui s'étaient réunis au Siège en 1977, avaient utilisé les ressources affectées aux services de conférence (utilisation effective du temps imparti, dépassements d'horaire, et retards avant l'ouverture des séances), le Comité a conclu à un gaspillage considérable des ressources disponibles.

48. Le Comité a noté qu'une courte session s'accompagnait souvent de longs retards avant l'ouverture des séances et de fréquents dépassements de l'horaire normal (voir annexe VI). Il a été signalé que ces tendances et ce comportement avaient un effet négatif sur la façon dont les ressources disponibles en matière de conférences pouvaient être utilisées. Le Comité a convenu qu'il fallait trouver des moyens d'améliorer l'organisation et le déroulement des sessions de certains organes afin d'éviter tout gaspillage de ressources dans ce domaine. Il a été suggéré que le Secrétariat devrait informer périodiquement tous les organes de la façon dont ils utilisaient le temps imparti à leurs séances.

49. On a proposé de prendre des mesures énergiques puisque les prières et les exhortations demeuraient vaines. Une délégation a suggéré d'établir une règle selon laquelle les organes qui auraient gaspillé le temps imparti à leurs réunions pendant une année donnée devraient être priés de réduire leurs besoins en conséquence. La règle devrait être conçue de façon à ne nuire aux travaux d'aucun organe, tout en permettant de faire des économies et d'utiliser plus efficacement le temps et les ressources prévus pour les réunions.

50. On a suggéré en outre que le Comité examine un autre principe directeur : si un organe quelconque gaspillait une certaine partie du temps qui lui était imparti en commençant ses séances en retard et, de ce fait, n'utilisait pas tout le temps prévu pour ses réunions, il ne devrait avoir droit à aucuns services au-delà de l'horaire normal, au cours de l'année suivante ou de la session suivante. Cette règle ne serait pas appliquée à l'Assemblée générale et à ses grandes commissions ni au Conseil de sécurité et aux conférences spéciales mais ces organes devraient s'efforcer de la respecter.

51. Après avoir examiné les diverses propositions, le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'inviter instamment tous les organes de l'ONU à ouvrir et à lever leurs séances à l'heure afin d'utiliser intégralement les ressources disponibles pour les services de conférence et d'éviter les pertes de fonds et le gaspillage de ressources financières. A cet égard, il faudrait prier le Secrétariat de donner à chaque organe de l'ONU, au début de sa session, des renseignements concis sur la façon dont il avait utilisé le temps imparti à ses réunions au cours de la session précédente. Il faudrait demander au Secrétariat d'étudier le cas des organes de l'ONU qui réussissaient à ouvrir et lever leurs séances à l'heure, et de soumettre des propositions sur la base de cette étude.

D. Annulation de séances prévues et surprogrammation des réunions

52. Le Comité a déploré le taux élevé d'annulation de séances prévues avec services d'interprétation, taux qui, pour le Siège, était resté le même en 1977 qu'en 1976. Au cours de ces deux années, le taux d'annulation à Genève avait sensiblement diminué. Le Comité a noté que, si les ressources actuelles en matière de conférences n'étaient pas utilisées de façon économique, c'était surtout parce qu'un grand nombre de séances étaient annulées, et il a signalé que cette situation demeurerait un grave sujet de préoccupation. Il a reçu des renseignements sur les bons résultats qu'avaient donnés le système de surprogrammation des réunions et d'autres mesures prises par le Secrétariat pour mieux utiliser les ressources en matière de conférences et réduire le gaspillage actuel. Le Comité a ensuite souligné les résultats positifs de l'application du système de surprogrammation des réunions et a accueilli avec satisfaction l'intention du Secrétaire général de continuer à appliquer ce système au cours de 1978.

53. Le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale de réaffirmer la préoccupation que lui inspire le nombre toujours élevé des annulations de séances. L'Assemblée voudrait peut-être prendre note des premiers résultats obtenus grâce à la surprogrammation, mentionnés à l'annexe VIII, résultats qui s'étaient soldés par des économies, et approuver l'intention du Secrétaire général de continuer à surprogrammer les séances au maximum.

E. Volume du programme des réunions

54. Le Comité a examiné la question de la répartition des conférences et des réunions par grands domaines d'activité. On a souligné qu'un aspect important du programme des réunions de l'Organisation et de l'exécution dudit programme était l'aptitude des Etats Membres à participer à toutes les activités prévues. Vu le nombre croissant des réunions, les délégations des Etats Membres devaient établir un ordre de priorité pour l'assistance à certaines réunions. On a fait observer d'autre part que des changements importants dans la répartition des conférences et réunions par grands domaines d'activité pourraient aussi influencer sur l'aptitude du Secrétariat à assurer le service de toutes les réunions prévues.

55. Pour que l'on puisse mieux porter un jugement à cet égard, le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale de l'inviter, lorsqu'il établirait le calendrier des conférences et des réunions, à prendre en considération la manière dont les conférences et réunions se répartissaient les années précédentes entre les grands domaines d'activité. Le Comité signalerait alors à l'Assemblée toute modification notable de la répartition par domaines d'activité qui serait susceptible d'influer sur l'aptitude du Secrétariat à fournir des services de conférence adéquats aux divers organes intéressés.

F. Normes d'évaluation des effectifs nécessaires

56. Le Comité a eu communication des normes d'évaluation des effectifs nécessaires au service des réunions et conférences, et a appris qu'elles avaient été proposées par le Secrétaire général au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, lequel les avait jugées dans l'ensemble acceptables. Elles étaient donc appliquées à l'heure actuelle à New York et à Genève. Quelques délégations ont exprimé l'avis que les normes quantitatives de travail fixées pour le personnel des services des conférences étaient basses. On a proposé à cet égard que le Secrétariat fournisse au Comité des informations sur les normes quantitatives de travail des catégories de personnel correspondantes dans l'administration nationale des pays où l'ONU ou d'autres organismes intergouvernementaux ont des bureaux. D'autres délégations ont estimé qu'un tel projet prendrait trop de temps au Secrétariat et ne donnerait pas finalement de résultats tangibles. Il a été suggéré de consulter en particulier sur cette question l'Organisation internationale du Travail.

57. Le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prier le Secrétariat de continuer à étudier, pour des travaux comparables, les normes quantitatives de travail du personnel de services de conférence des administrations nationales et d'autres organisations intergouvernementales, et de tenir le Comité des conférences au courant des résultats de cette étude.

G. Nombre de grandes conférences spéciales

58. Le Comité s'est penché très attentivement sur la question du nombre de conférences spéciales organisées au cours des cinq dernières années, et plusieurs délégations ont noté avec inquiétude que ce nombre avait dépassé la limite fixée dans la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale, et le nombre recommandé par le Corps commun d'inspection (A/9795).

59. Le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale de suivre de près la question du nombre des conférences spéciales à tenir au cours des années à venir, compte tenu de la recommandation du Corps commun d'inspection tendant à ne pas en convoquer plus de cinq par an, c'est-à-dire une dans chaque domaine d'activité (voir A/9795, par. 444 et chap. VII, recommandation 12). Le Comité a décidé en outre de recommander à l'Assemblée générale d'affirmer qu'il faut éviter que plusieurs conférences spéciales aient lieu en même temps.

H. Etablissement d'un manuel à l'intention des secrétaires d'organes

60. Le Comité a examiné la proposition du Secrétariat visant à établir un manuel à l'intention des secrétaires d'organes. Un tel manuel aiderait les secrétaires des organes de l'ONU à préparer et organiser efficacement les travaux de ces organes, à établir le calendrier des séances et à soumettre la documentation en temps voulu. Ce manuel comprendrait, pour aider les intéressés à prendre les mesures nécessaires dans chaque cas, une synthèse des passages pertinents des résolutions et décisions relatives à ces questions ainsi que des procédures à suivre pour obtenir des services.

61. Le Comité a accueilli avec satisfaction l'intention du Secrétaire général de faire établir un tel manuel pour faciliter la tâche des secrétaires d'organes et a exprimé l'espoir que ce manuel permettrait de mieux organiser les travaux des organes de l'ONU.

I. Remboursement des services fournis au PNUD, au FISE, à l'UNITAR et à d'autres organismes ou programmes financés par des fonds extra-budgétaires ou des contributions volontaires

62. Quelques délégations ont estimé que le PNUD, le FISE, l'UNITAR, et autres organismes ou programmes financés par des fonds extra-budgétaires ou des contributions volontaires ainsi que les institutions spécialisées qui recevaient, pour leurs réunions, des services de conférence dont le coût était imputé sur le budget ordinaire de l'ONU, devraient à l'avenir rembourser intégralement le coût des services ainsi fournis. Une délégation a émis l'avis que le budget de l'Organisation des Nations Unies, étant le budget administratif de l'Organisation, ne devrait pas être utilisé pour couvrir le coût d'activités opérationnelles financées par des contributions et des fonds volontaires, car cela était en contradiction avec les dispositions de la Charte des Nations Unies.

63. D'autres membres ont rappelé que les fonds desdits organismes ou programmes étaient indispensables pour les activités opérationnelles et que la mesure proposée empêcherait lesdits organismes ou programmes de continuer à fournir le même volume de services. La majorité du Comité a estimé que les réunions de ces organismes ou programmes devraient continuer à être desservies sans que cela donne lieu à remboursement.

64. On a suggéré d'autre part qu'il vaudrait la peine de rechercher, avant de prendre une décision sur cette question, combien le remboursement des services fournis coûterait aux organismes, programmes et fonds en question, de leur demander leur opinion à ce sujet et d'évaluer l'effet que ce remboursement aurait sur leur situation budgétaire respective. Un représentant s'est demandé si l'on ne pourrait envisager, comme compromis acceptable à cet égard, l'établissement d'une sorte de système de franchise, selon lequel le service d'un certain nombre de séances serait assuré gratuitement, le coût des services fournis pour toute séance en sus du nombre fixé devant être remboursé.

65. Le Comité a conclu que ce n'était pas à lui mais à la Cinquième Commission qu'il appartenait de traiter de cette question.

CHAPITRE V

CONTROLE ET LIMITATION DE LA DOCUMENTATION

66. Les délais de publication de la documentation ont été l'une des principales questions examinées par le Comité. Constatant que les retards dans la publication des documents avaient des conséquences fâcheuses sur le service des réunions et les travaux des organes intergouvernementaux, le Comité des conférences a étudié la façon dont le Secrétariat programmat la publication de la documentation.

67. Pour l'aider dans cette tâche, le Comité a prié des représentants d'unités administratives du Secrétariat chargées de la rédaction de documents à l'intention des organes intergouvernementaux de lui exposer les méthodes suivies et les difficultés rencontrées pour produire la documentation. Il est ressorti des renseignements donnés par ces représentants que les problèmes variaient selon les unités administratives et les organes pour lesquels elles travaillaient. Dans tous les cas, deux éléments entraient en ligne de compte : le nombre et la complexité des documents et rapports demandés par les organes intergouvernementaux, la mesure dans laquelle le Secrétariat pouvait répondre aux demandes et le niveau d'efficacité de la gestion du service organique intéressé du Secrétariat.

68. Pour certains organes, comme le Conseil économique et social, le volume de la documentation requise était, de l'avis du Secrétariat, extrêmement important. Pour la deuxième session ordinaire de 1978, le Secrétaire général avait été prié d'établir 118 documents au titre de 20 points de l'ordre du jour. Dans le programme général qu'il avait établi à l'intention du Conseil, le Secrétariat s'était efforcé de montrer que l'on pouvait regrouper plusieurs de ces points et réduire le nombre des séances, mais le Conseil n'avait pris qu'une seule décision dans ce sens. Par ailleurs, lorsqu'une série d'organes subsidiaires devaient faire rapport à l'organe dont ils dépendaient, il fallait concilier la publication des rapports et le calendrier des réunions.

69. Pour des organes comme la Commission de statistique, qui avait un programme à long terme relativement prévisible et homogène, il s'était avéré possible de programmer rationnellement la documentation. Dans les services bien gérés du Secrétariat, où la rédaction des documents faisait partie intégrante du programme de travail ordinaire et où de bons rapports existaient entre le secrétariat et l'organe intergouvernemental intéressé, les documents étaient établis en temps voulu pour permettre aux représentants de les examiner utilement.

70. Pour des organes comme la Commission de la condition de la femme, qui s'occupaient d'un large éventail de questions, la situation semblait plus difficile. Les fonctionnaires chargés de rédiger les documents de la Commission devaient assister à de nombreuses réunions autres que celles de la Commission pour lesquelles ils devaient aussi établir des documents. Le caractère évolutif du programme faisait que la hiérarchie des priorités était sans cesse bouleversée, les nécessités du moment passant avant les objectifs à long terme. Certaines délégations ont estimé que ces explications ne suffisaient pas à justifier le retard dans l'établissement de la documentation.

71. Un nouvel organe, le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, se heurtait quant à lui à d'autres difficultés. Le Centre, appelé à s'occuper de questions relativement nouvelles et encore mal définies, voyait se multiplier rapidement ses activités, dont beaucoup exigeaient des analyses et des recherches longues et approfondies. Il devait non seulement établir des documents de base pour les groupes de travail chargés de l'élaboration d'un code de conduite et autres accords internationaux, mais encore établir des études compliquées à l'intention de la Commission des sociétés transnationales.

72. Quant aux problèmes rencontrés par la Division du budget du Secrétariat, ils étaient peut-être exceptionnels. Pour établir le projet de budget-programme qui, pour 1976-1977, comptait environ 2 000 pages miméographiées (plus de 1 000 pages imprimées, en deux volumes), la Division avait dû centraliser les projets de budget de tous les services du Siège et des bureaux extérieurs, les analyser et en harmoniser la présentation. Etant donné que tous les services devaient tenir compte des décisions prises par l'Assemblée générale à sa session ordinaire, la Division du budget ne pouvait pas compter recevoir ces projets avant le mois de janvier. Vu la date limite (mai) fixée pour la présentation du projet de budget-programme au Comité du programme et de la coordination et le délai à prévoir pour la correction des épreuves, la traduction, la dactylographie et la reproduction, il ne restait plus à la Division que deux mois (février et mars) pour mettre en forme le projet de budget-programme tout en poursuivant ses autres travaux. Il fallait parfois beaucoup de persévérance et de tact pour obtenir les projets de budget de certains services, qui avaient souvent des raisons valables pour tarder à s'exécuter. Le même problème se posait, quoique à un degré moindre, les années où la Division du budget établissait le plan à moyen terme, document d'environ 500 pages imprimées. Par ailleurs, étant donné que l'Assemblée générale adoptait la plupart de ses résolutions en fin de session, la Division du budget était extrêmement bousculée pour établir en temps voulu les états d'incidences financières requis.

73. Pour toutes les unités administratives, il y avait un problème de langue dû à la composition même du Secrétariat. Nombre des fonctionnaires chargés de rédiger les documents ne possédaient pas à fond les langues de travail du Secrétariat et beaucoup de spécialistes avaient des difficultés à rédiger.

74. On a rappelé au Comité que puisque tous les documents étaient présentés en vertu d'une décision d'un organe délibérant et que le Secrétariat était tenu de les établir, leur nombre dépendait des organes intergouvernementaux eux-mêmes. Le Conseil économique et social avait adopté une décision aux termes de laquelle le Secrétariat était prié de dire, au moment où on lui demandait d'établir un document, s'il lui était possible de le faire avec les moyens à sa disposition, et dans quel délai. Le Comité a appris qu'il s'était révélé impossible d'appliquer cette décision, car remettre la publication d'un rapport demandé dans une résolution revenait à retarder d'au moins un an l'application de ladite résolution, ce qui, dans certains cas, risquait d'avoir des conséquences politiques.

75. L'attention du Comité a été appelée sur toutes les étapes de la production d'un rapport, depuis sa conception jusqu'à sa distribution (planification, rédaction, approbation, correction des épreuves, contrôle, traduction, dactylographie,

reproduction et distribution). Les services organiques du Secrétariat chargés d'établir de la documentation étaient priés de présenter suffisamment à l'avance au Département des conférences une liste de tous les documents à établir pour une session donnée, en indiquant les dates auxquelles on prévoyait que ces documents seraient transmis aux services d'édition, de traduction et de reproduction. En ce qui concerne les documents du Conseil économique et social et de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, le Secrétariat avait récemment décidé qu'ils devaient être présentés douze semaines avant la date de la session, de façon à ménager six semaines entières pour l'examen préalable par les services organiques et la correction des épreuves (étapes pour lesquelles, trop souvent, des délais insuffisants étaient accordés), ainsi que pour les travaux à réaliser par le Département des conférences.

76. L'expérience montrait que la limite de 32 pages imposée par le Conseil économique et social pour les rapports établis à son intention ou destinés à ses organes subsidiaires /résolutions 1623 (LI) et 1894 (LVII) du Conseil/ avait contribué à restreindre le volume de la documentation. Cependant, il n'y avait aucun étalon permettant de mesurer à coup sûr les économies réalisées : en effet, les demandes de documents variaient d'une année à l'autre et certains documents dont avaient besoin les nouveaux organes étaient financés grâce à ces économies. L'attention du Comité a été appelée sur le fait que la limite de 32 pages ne s'appliquait qu'aux documents appelant une décision d'organes délibérants; elle était inapplicable aux grandes études qui étaient souvent destinées à servir de base à des débats, en particulier ceux des organes subsidiaires du Conseil économique et social.

77. Le Comité a également appris que la capacité du Secrétariat à répondre aux demandes de documents ne pouvait être mesurée uniquement en termes statistiques : elle était en effet fonction de la complexité des documents demandés, des disponibilités, à tel moment, en personnel spécialisé dans un sujet donné, et du fait que les fonctionnaires étaient appelés à faire simultanément plusieurs choses, par exemple préparer des réunions et y participer.

78. Commentant les renseignements fournis par les représentants des services du Secrétariat, plusieurs membres du Comité ont insisté pour que les organes intergouvernementaux et le Secrétariat aient des consultations plus fréquentes au sujet des priorités et des problèmes qui peuvent se poser. Le Secrétariat a été prié instamment de fournir à ces organes de plus amples renseignements sur les différentes priorités à respecter et la charge de travail qui lui est imposée. Il était certes difficile d'évaluer les incidences financières et administratives de l'élaboration des documents et en particulier de mesurer le temps qu'y consacrent les fonctionnaires, mais il serait peut-être utile de postuler a priori que, sauf indication contraire, les ressources dont dispose le Secrétariat lui permettent d'élaborer les documents demandés en temps voulu.

79. Le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale qu'elle recommande aux organes intergouvernementaux de garder présente à l'esprit la nécessité de se borner, dans leurs demandes de documentation, au minimum compatible avec la conduite efficace de leurs travaux, et de les maintenir dans les limites des ressources dont dispose le Secrétariat. Le Secrétariat devrait de son côté porter à l'attention des organes intergouvernementaux, lorsqu'ils établiraient l'ordre du jour de leurs sessions futures, tous éléments se rapportant à cette question.

80. Le Comité a également décidé de recommander à l'Assemblée générale qu'elle prie le Secrétaire général de signaler aux organes intergouvernementaux, au moment où ils prennent leurs décisions, avec explications à l'appui, les cas où les ressources qui lui sont allouées ne lui permettraient pas d'établir en temps voulu tel ou tel document demandé.

81. Certains membres du Comité ont contesté la validité des raisons avancées par le Secrétariat pour expliquer les retards dans la publication des documents budgétaires. Divers moyens ont été suggérés pour alléger la tâche de la Division du budget. On a dit que le Bureau de l'Assemblée générale pourrait peut-être organiser le calendrier d'examen de certaines questions de manière que la Division du budget dispose de plus de temps, par exemple : avancer la date limite fixée pour l'adoption du plan à moyen terme, prendre des dispositions afin que l'Assemblée générale se prononce dès que possible sur les projets de résolution dont l'adoption aurait des répercussions sur le plan à moyen terme, et échelonner l'adoption des résolutions afin que les demandes d'états d'incidences financières ne soient pas toutes présentées en fin de session.

82. Pour remédier au manque d'aptitude à la rédaction constatée dans certains services du Secrétariat, il a été suggéré de déterminer l'aptitude éventuelle à la rédaction de tous les nouveaux fonctionnaires recrutés au Secrétariat et de prévoir comme partie intégrante de l'initiation de tous les nouveaux fonctionnaires une formation aux méthodes de rédaction des documents de l'Organisation. Il faudrait assurer cette formation en permanence; les responsables des programmes pourraient alors inscrire à un stage de formation tout fonctionnaire dont l'aptitude à la rédaction laisse à désirer. Le Comité a appris que des cours de rédaction étaient déjà dispensés aux fonctionnaires intéressés et a reçu l'assurance que les propositions faites par les représentants seraient portées à l'attention du service compétent.

83. Le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'élaborer des programmes de formation systématiques à l'intention des administrateurs et des fonctionnaires nouvellement recrutés appelés à établir des documents afin de faire respecter des normes rédactionnelles homogènes et de développer les aptitudes qu'exige la rédaction.

84. On a noté avec satisfaction que la limitation à 32 pages de la longueur des rapports établis à l'intention du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires /résolution 1623 (LI) et 1894 (LVII) du Conseil/ allait dans le sens d'une discipline plus rigoureuse. Des membres du Comité ont noté que le Secrétaire général avait étendu l'application de cette règle à tous les rapports établis par le Secrétariat à l'intention d'organes intergouvernementaux, en faisant toutefois certaines exceptions dans des cas bien précis. Saluant cette initiative, ils se sont déclarés favorables à la fixation d'un nombre de pages limite pour diverses catégories de documents.

85. Le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de continuer à limiter à 32 pages, conformément à des règles internes, la longueur de tous les documents que le Secrétariat établit pour des réunions d'organes intergouvernementaux et qui appellent une décision de leur part. Le Comité a également recommandé aux organes intergouvernementaux de s'efforcer, à l'instar des organes techniques du Conseil économique et social, de limiter la longueur de leurs rapports à 32 pages.

86. Afin que les documents soient prêts à temps pour les diverses réunions, il importait évidemment de pratiquer une saine gestion et d'observer une discipline rigoureuse, et la règle des douze semaines instituée pour les documents du Conseil économique et social et de la Deuxième Commission (voir par. 75) méritait d'être élargie. On a proposé que le Comité des Conférences recommande à l'Assemblée générale de demander aux services du Secrétariat d'appliquer des techniques de gestion appropriées et des contrôles internes rigoureux de façon à faciliter la production des documents de l'ONU.

87. Il ne fallait pas oublier toutefois que la situation variait d'un service à l'autre, selon la nature du programme de travail, le volume de la documentation demandée par les organes intergouvernementaux, le caractère évolutif de l'ordre des priorités et la capacité démontrée du Secrétariat de satisfaire aux demandes. Le Comité a reconnu que si l'on pouvait appliquer des mesures efficaces pour contrôler le nombre et la longueur des documents le problème des retards dans la distribution de la documentation serait en partie résolu. Il a également reconnu que les organes intergouvernementaux devaient continuer à faire preuve de modération et de compréhension et que le Secrétariat, de son côté, devait rester vigilant.

88. Le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétariat à appliquer les méthodes d'administration et de gestion nécessaires pour que les documents soient programmés, établis et présentés à temps; à distribuer, huit semaines avant l'ouverture de la session de chaque organe intergouvernemental, en même temps que l'ordre du jour annoté de la session, un rapport sur l'état d'avancement de tous les documents destinés à celle-ci, dans toutes les langues, à la date de la publication du rapport; à prendre les mesures voulues pour que les documents à établir avant une session soient distribués dans toutes les langues au moins six semaines avant la session, dans la mesure où les sujets traités, le programme des réunions et le système d'établissement des rapports le permettent.

89. Pour ce qui est de la réduction du nombre et de la longueur des documents, on a rappelé au Comité que l'Assemblée générale et d'autres organes s'étaient déjà maintes fois préoccupés du contrôle et de la limitation de la documentation. Le Comité a été saisi d'une liste succincte de rapports, résolutions et décisions portant sur cette question, avec un bref résumé de leur contenu, liste qui est reproduite à l'annexe IX du présent rapport.

90. Les éléments d'information et les statistiques fournis par le Secrétariat ont montré qu'en dépit des décisions prises par l'Assemblée générale, en particulier dans ses résolutions 2292 (XXII) et 2836 (XXVI), certains organes subsidiaires de l'Assemblée avaient continué à annexer à leurs rapports des textes figurant déjà dans des documents ayant fait l'objet d'une distribution générale. Certains représentants ont demandé instamment que l'Assemblée rappelle, au besoin en des termes plus énergiques, la décision qu'elle avait adoptée précédemment. On a aussi soulevé la question de savoir s'il convenait de laisser les organes subsidiaires entièrement libres de décider des documents devant figurer en annexe à leurs rapports.

91. Le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale de réaffirmer que les directives existantes concernant les délais de distribution et la longueur des documents devaient être scrupuleusement respectées et appliquées par les organes de l'ONU comme par le Secrétariat, et en particulier de réaffirmer ses décisions, notamment celles qui, énoncées dans ses résolutions 2292 (XXII) et 2836 (XXVI), tendaient à ce que les rapports de ses organes subsidiaires ne comprennent pas, en annexe, des documents tels que des comptes rendus in extenso ou analytiques des séances, des documents de travail ou des extraits de ces documents ou tous autres textes figurant déjà dans des documents qu'il est aisé de se procurer.

92. Diverses suggestions ont été avancées par des membres du Comité, et l'on a notamment préconisé que tous les organes de l'ONU fassent établir et distribuer à leurs membres, au début de chaque année, la liste complète des documents dont ils ont demandé l'établissement. Le secrétariat de chaque organe serait invité à indiquer, pour sa part, si certains documents pourraient être supprimés ou fondus avec des documents similaires.

93. Le Comité a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétaire général à appeler l'attention des organes intergouvernementaux, en particulier de ceux ayant compétence dans les secteurs économique et social, sur les cas où des documents risquent de faire double emploi et sur ceux où il serait possible de regrouper ou de fondre des documents qui portent sur des sujets similaires ou apparentés, afin de rationaliser la documentation, et de recommander à tous les organes intergouvernementaux de passer en revue tous les documents publiés périodiquement à leur intention, pour déterminer s'ils ne font pas double emploi avec d'autres, s'ils n'ont pas perdu leur utilité ou s'ils ne pourraient pas être publiés moins fréquemment.

CHAPITRE VI

RECAPITULATION DES RECOMMANDATIONS DU COMITE

94. Les recommandations du Comité des conférences à l'Assemblée générale sont récapitulées ci-après :

Recommandation 1

Le Comité recommande à l'Assemblée générale de prier les organes de l'Organisation des Nations Unies de revoir la durée et la périodicité de leurs sessions et d'étudier notamment la possibilité de réduire la durée desdites sessions et de ne se réunir que tous les deux ans ou moins souvent; le Comité recommande également à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétariat à fournir les informations nécessaires à cette fin. Les conclusions auxquelles seront parvenus les divers organes seront prises en considération par le Comité des conférences en 1979 et lorsqu'il établira à l'avenir le calendrier des conférences (voir par. 42).

Recommandation 2

Le Comité recommande à l'Assemblée générale de prendre de nouvelles mesures pour réduire le gaspillage du temps et des ressources affectés aux réunions à l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée générale jugera peut-être opportun de décider que la question de la durée des sessions futures des divers organes devra être examinée par le Comité des conférences, en consultation avec les organes intéressés, compte tenu de la manière dont chacun d'entre eux aura utilisé le temps qui lui avait été imparti pour sa ou ses sessions précédentes (voir par. 43).

Recommandation 3

Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'inviter les groupes régionaux à convenir, si possible, de la composition des bureaux des organes de l'ONU devant tenir des sessions d'une durée déterminée, bien avant le début des sessions. Les organes dont le bureau serait ainsi constitué par avance devraient être encouragés à examiner l'organisation de leurs travaux aussitôt que possible avant la tenue de leur session proprement dite. Quant aux organes qui se réunissent selon les besoins, l'Assemblée devrait les prier instamment de tenir une réunion officieuse d'organisation au début de l'année pour examiner leur programme de travail et le répartir rationnellement sur toute l'année, si possible, avec l'aide du Secrétariat (voir par. 46).

Recommandation 4

Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'inviter instamment tous les organes de l'ONU à ouvrir et à lever leurs séances à l'heure afin d'utiliser intégralement les ressources disponibles pour les services de conférence et d'éviter le gaspillage de ressources financières. A cet égard, l'Assemblée devrait prier le Secrétariat de donner à chaque organe de l'ONU, au début de sa session, des renseignements concis sur la façon dont il a utilisé le temps imparti à ses réunions au cours de la session précédente. Elle devrait aussi demander au Secrétariat d'étudier le cas des organes de l'ONU qui réussissent à ouvrir et lever leurs séances à l'heure, et de soumettre des propositions sur la base de cette étude (voir par. 51).

Recommandation 5

Le Comité, notant que le nombre des séances officielles a tendance à augmenter, comme il est indiqué dans l'annexe IV C du présent rapport, recommande à l'Assemblée générale de prier les organes de l'ONU de garder présente à l'esprit la possibilité de mener leurs travaux dans le cadre de séances officielles, le caractère officiel d'une séance n'excluant pas la fourniture des services d'interprétation nécessaires (voir par. 44).

Recommandation 6

Le Comité recommande à l'Assemblée générale de réaffirmer la préoccupation que lui inspire le nombre toujours élevé des annulations de séances. L'Assemblée voudra peut être prendre note des premiers résultats obtenus grâce à la surprogrammation (mentionnés à l'annexe VIII), résultats qui se sont soldés par des économies, et approuver l'intention du Secrétaire général de continuer à surprogrammer les séances au maximum (voir par. 53).

Recommandation 7

Le Comité recommande à l'Assemblée générale de l'inviter, lorsqu'il établira le calendrier des conférences et des réunions, à prendre en considération la manière dont les conférences et réunions se répartissaient les années précédentes entre les grands domaines d'activité et à signaler à l'Assemblée générale toute modification notable de la répartition par domaine d'activité qui serait susceptible d'influer sur l'aptitude du Secrétariat à fournir des services de conférence adéquats aux divers organes intéressés (voir par. 55).

Recommandation 8

Le Comité recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétariat de continuer à étudier pour des travaux comparables les normes quantitatives de travail du personnel des services de conférence des administrations nationales et d'autres organisations intergouvernementales, et de tenir le Comité des conférences au courant des résultats de cette étude (voir par. 57).

Recommandation 9

Le Comité, notant que le nombre des conférences spéciales tenues sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies au cours des dernières années a dépassé le chiffre fixé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2609 (XXIV), recommande à l'Assemblée générale de suivre de près la question du nombre des conférences spéciales à tenir au cours des années à venir, compte tenu de la recommandation du Corps commun d'inspection tendant à ne pas en convoquer plus de cinq par an, c'est-à-dire une dans chaque domaine d'activité. Le Comité recommande en outre à l'Assemblée générale d'affirmer qu'il faut éviter que plusieurs conférences spéciales aient lieu en même temps (voir par. 59).

Recommandation 10

Le Comité recommande à l'Assemblée générale de réaffirmer que les directives existantes concernant les délais de distribution et la longueur des documents doivent être scrupuleusement respectées et appliquées par les organes de l'ONU comme par le Secrétariat et en particulier de réaffirmer ses décisions, notamment celles qui, énoncées dans les résolutions 2292 (XXII) et 2836 (XXVI) tendent à

ce que les rapports de ses organes subsidiaires ne comprennent pas, en annexe, des documents tels que des comptes rendus in extenso ou analytiques des séances, des documents de travail ou des extraits de ces documents, ou tous autres textes figurant déjà dans des documents qu'il est aisé de se procurer (voir par. 91).

Recommandation 11

Le Comité recommande à l'Assemblée générale de prier instamment tous les organes intergouvernementaux :

a) De garder présente à l'esprit la nécessité de se borner, dans leurs demandes de documentation, au minimum compatible avec la conduite efficace de leurs travaux et de les maintenir dans les limites des ressources dont dispose le Secrétariat (voir par. 79);

b) De passer en revue tous les documents publiés périodiquement à leur intention pour déterminer s'ils ne font pas double emploi avec d'autres, s'ils n'ont pas perdu leur utilité ou s'ils ne pourraient pas être publiés moins fréquemment (voir par. 93);

c) De s'efforcer, à l'instar des organes techniques du Conseil économique et social, de limiter la longueur de leurs rapports à 32 pages (voir par. 85);

Recommandation 12

Le Comité recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général :

a) D'appeler l'attention des organes intergouvernementaux, en particulier de ceux ayant compétence dans les secteurs économique et social, sur les cas où des documents risquent de faire double emploi et sur ceux où il serait possible de regrouper ou de fondre des documents qui portent sur des sujets similaires ou apparentés, afin de rationaliser la documentation (voir par. 93);

b) D'appliquer les méthodes d'administration et de gestion nécessaires pour que les documents soient programmés, établis et présentés à temps (voir par. 88);

c) De distribuer, huit semaines avant l'ouverture de la session de chaque organe intergouvernemental, en même temps que l'ordre du jour annoté de la session, un rapport sur l'état d'avancement de l'établissement de tous les documents destinés à celle-ci, dans toutes les langues, à la date de la publication du rapport (voir par. 88);

d) De prendre les mesures voulues pour que les documents à établir avant une session soient distribués dans toutes les langues au moins six semaines avant la session, dans la mesure où les sujets traités, le programme des réunions et le système d'établissement des rapports le permettent (voir par. 88);

e) De signaler aux organes intergouvernementaux, au moment où ils prennent leurs décisions, avec explications à l'appui, les cas où les ressources qui lui sont allouées ne lui permettraient pas d'établir en temps voulu tel ou tel document demandé (voir par. 80);

f) De continuer à limiter à 32 pages, conformément à des règles internes, la longueur de tous les documents que le Secrétariat établit pour des réunions d'organes intergouvernementaux et qui appellent une décision de leur part (voir par. 85);

g) D'élaborer des programmes de formation systématiques à l'intention des administrateurs et des fonctionnaires nouvellement recrutés appelés à établir des documents afin de faire respecter des normes rédactionnelles homogènes et de développer les aptitudes qu'exige la rédaction (voir par. 83).

Annexe I

Projet de programme de travail proposé par le Secrétariat

		<u>A examiner</u>	
		Lors des réunions ordinaires	Lors de la session consacrée aux questions de fond
Questions figurant au programme de travail			Documentation envisagée et date de publication proposée
1. <u>Organisation des travaux</u>			
2. <u>Calendrier des conférences</u>		Janvier	CRP - Janvier
a) Dérogations à apporter entre les sessions au calendrier approuvé pour 1978			
- Détermination de la procédure à suivre pour examiner les demandes présentées par des organes subsidiaires	Février		CRP - Janvier/février
- Renseignements à fournir à l'ap-pui des demandes de dérogations au calendrier des conférences présentées entre les sessions	Janvier/février		A/AC.172/32/... (s'il y a lieu)
- Décisions au sujet des déro-gations apportées entre les sessions	Une fois par mois selon les besoins		
- Renseignements sur les déro-gations qui n'entraînent pas d'incidences financières ou administratives	Selon les besoins		
b) Adoption du calendrier révisé des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies pour 1979 et examen du projet de calendrier pour 1980	Juin/juillet et septembre		CRP - Juin et CRP/Rev. - Septembre

A examiner

Questions figurant au programme de travail	Lors des réunions ordinaires	Lors de la session consacrée aux questions de fond	Documentation envisagée et date de publication proposée
c) Inscription au calendrier de toutes les conférences et réunions tenues par les commissions régionales, le PNUE, l'ONUDI, etc.	Février/mars		CRP - Février/mars
d) Extension du calendrier des conférences pour en faire un calendrier à l'échelle du système	Juillet		CRP/juillet
e) Mesures visant à réduire le nombre des réunions des organes de l'ONU pendant l'année			
f) Examen général du plan des conférences		Avril/mai	CRP - Avril/mai
En permanence			
3. Répartition optimale des ressources, installations et services en matière de conférences			
a) Directives complémentaires concernant la répartition optimale et l'allocation des ressources, installations et services en matière de conférences		Avril/mai	
b) Contrôle de la surprogrammation		Avril/mai et septembre	CRP - Avril/mai
c) Surveillance de l'application des critères d'établissement des comptes rendus de séance	Avril et septembre		CRP - Avril

A examiner

Questions figurant au programme de travail	Lors des réunions ordinaires	Lors de la session consacrée aux questions de fond	Documentation envisagée et date de publication proposée
d) Enquête sur la documentation :			
- Échelonnement des documents) destinés aux réunions) d'organes délibérants)		Avril (ces questions pourraient peut-être être renvoyées à un groupe de travail)	CRP - Avril
- Volume de la documentation)	Février		
- Influence des innovations techniques)			
e) Règlement intérieur uniforme applicable aux conférences pour les annonces de contributions	Avril		CRP - Août
f) Introduction d'innovations techniques dans toutes les opérations liées au service des conférences (traitement des textes, télécopie, utilisation de satellites, informatisation des programmes)			
g) Enquête visant à déterminer le coût des services de conférence et en particulier à établir une comparaison entre New York et Genève en ce qui concerne :			
- Les normes quantitatives de travail)			
- Les problèmes méthodologiques)			
	Avril		CRP - Avril

A examiner

Questions figurant au programme de travail	Lors des réunions ordinaires	Lors de la session consacrée aux questions de fond	Documentation envisagée et date de publication proposée
--	------------------------------	--	---

- h) Incidences de l'adoption de nouvelles langues officielles (examen du document A/32/237)
- i) Etablissement de directives à l'intention des secrétaires de commissions et comités pour toutes les questions relatives au service des conférences

Mars

CRP - Mars

4. Besoins actuels et futurs de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les services, les installations et la documentation nécessaires aux conférences

- a) Agrandissement des salles de conférences et installations connexes au Siège
 - Rapports sur l'état des travaux actuels de reconstruction
- b) Possibilité de faire de Vienne un centre de conférences et conséquences d'une telle décision :
 - Sur le plan des conférences
 - Sur l'utilisation des salles de conférences et installations connexes au Siège et à Genève

Mars

Présentée verbalement

A déterminer A déterminer

A examiner			
Questions figurant au programme de travail	Lors des réunions ordinaires	Lors de la session consacrée aux questions de fond	Documentation envisagée et date de publication proposée
5. <u>Coordination des conférences et des réunions au sein du système des Nations Unies</u>			
- Harmonisation du calendrier	Juillet		CRP - Juillet
- Services de conférence		Avril et à déterminer	
- Salles de conférences et installations connexes			

ANNEXE II

Renseignements à fournir à l'appui des demandes de dérogations au calendrier des conférences présentées entre les sessions

Incidences administratives et financières des dérogations apportées entre les sessions au calendrier des conférences

Titre de la réunion ou conférence : _____

Dates proposées : _____

Lieu de réunion proposé : _____

A. Raisons de la demande : _____

B. Besoins en services de conférence

Service des réunions :

_____ réunions par jour avec services d'interprétation, _____

le matin et _____ l'après-midi

_____ réunions par jour sans services d'interprétation, _____

le matin et _____ l'après-midi

Interprétation :

Interprétation simultanée de et vers _____

Pages

Langues

Documents :

- a) Documents à publier avant la session en
- b) Documents à publier pendant la session en
- c) Documents à publier après la session en

Comptes rendus :

- a) Comptes rendus analytiques à publier en
- b) Comptes rendus in extenso à publier en

C. Besoins en personnel et éléments de dépenses

1) Sessions ou réunions supplémentaires :

/Date et lieu de réunion proposés/

Services	Besoins en personnel	Coût esti- matif sur la base du coût intégral	A financer dans les limites des crédits ouverts pour <u>19..-19..</u>	
			Services assurés par le personnel permanent	Dépenses addition- nelles prévues

I. Avant la session

Documents

Traduction/révision

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Dactylographie

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Reproduction/distribution

Total partiel avant la session :

II. Pendant la session

Documents

Traduction/révision

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Dactylographie

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Reproduction/distribution

Total partiel :

Comptes rendus analytiques ou
in extenso

Rédaction/traduction/révision

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Dactylographie

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Reproduction/distribution

Total partiel :

C. Besoins en personnel et éléments de dépenses

1) Sessions ou réunions supplémentaires :

/Date et lieu de réunion proposés/

			A financer dans les limites des crédits ouverts pour 19...-19..	
Services	Besoins en personnel	Coût esti- matif sur la base du coût intégral	Services assurés par le personnel permanent	Dépenses addition- nelles prévues

II. Pendant la session (suite)

Interprétation

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Total partiel :

Services des réunions et services

communs

Préposés aux salles de conférence

Référencier

Commis aux documents

Techniciens des télécommunications

Gardes

Autres dépenses de fonctionnement

Total partiel :

Total partiel pendant la session :

III. Après la session

Documents

Traduction/révision

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Dactylographie

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Reproduction/distribution

Total partiel après la session :

IV. Personnel des services organiques

Traitements/indemnités de subsistance

Total partiel :

TOTAL GENERAL :

C. Besoins en personnel et éléments de dépenses

2) Changement de dates :

/Dates initiales et nouvelles dates proposées : même lieu de réunion/

				A financer dans les limites des crédits ouverts pour 19..-19..			
				Services assurés par le personnel permanent		Dépenses addition- nelles prévues	
Services	Besoins en personnel	Coût esti- matif sur la base du coût intégral	Propo- sition initiale	Nouvelle propo- sition	Propo- sition initiale	Nouvelle propo- sition	
<u>I. Avant la session</u>							
<u>Documents</u>							
Traduction/révision							
Traitements							
Frais de voyage/indem- nités de subsistance							
Dactylographie							
Traitements							
Frais de voyage/indem- nités de subsistance							
Reproduction/distribution							
<u>Total partiel</u> avant la session :							
<u>II. Pendant la session</u>							
<u>Documents</u>							
Traduction/révision							
Traitements							
Frais de voyage/indem- nités de subsistance							
Dactylographie							
Traitements							
Frais de voyage/indem- nités de subsistance							
Reproduction/distribution							
<u>Total partiel</u> :							
<u>Comptes rendus analytiques</u> <u>ou in extenso</u>							
Rédaction/traduction/ révision							
Traitements							
Frais de voyage/indem- nités de subsistance							
Dactylographie							
Traitements							
Frais de voyage/indem- nités de subsistance							
Reproduction/distribution							
<u>Total partiel</u> :							

			A financer dans les limites des crédits ouverts pour 19..-19..			
		Coût estimatif sur la base du coût intégral	Services assurés par le personnel permanent		Dépenses additionnelles prévues	
Services	Besoins en personnel		Proposition initiale	Nouvelle proposition	Proposition initiale	Nouvelle proposition
II. <u>Pendant la session</u> (suite)						
<u>Interprétation</u>						
Traitements						
Frais de voyage/indemnités de subsistance						
<u>Total partiel :</u>						
<u>Services des réunions et services communs</u>						
Préposés aux salles de conférence						
Référencier						
Commis aux documents						
Techniciens des télécommunications						
Gardes						
Autres dépenses de fonctionnement						
<u>Total partiel :</u>						
<u>Total partiel pendant la session :</u>						
III. <u>Après la session</u>						
<u>Documents</u>						
Traduction/révision						
Traitements						
Frais de voyage/indemnités de subsistance						
Dactylographie						
Traitements						
Frais de voyage/indemnités de subsistance						
Reproduction/distribution						
<u>Total partiel après la session</u>						
IV. <u>Personnel des services organiques</u>						
Traitement/indemnités de subsistance						
<u>Total partiel :</u>						
TOTAL GENERAL :						

- 36 -

C. Besoins en personnel et éléments de dépenses

3) Changement de lieu

a) /Lieu de réunion proposé à l'origine/

A financer dans les limites
des crédits ouverts pour
19..-19..

Services	Besoins en personnel	Coût esti- matif sur la base du coût intégral	Services assurés par le personnel permanent	Dépenses addition- nelles prévues
----------	----------------------------	---	--	--

I. Avant la session

Documents

Traduction/révision

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Dactylographie

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Reproduction/distribution

Total partiel avant la session :

II. Pendant la session

Documents

Traduction/révision

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Dactylographie

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Reproduction/distribution

Total partiel :

Comptes rendus analytiques ou
in extenso

Rédaction/traduction/révision

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Dactylographie

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Reproduction/distribution

Total partiel :

Services	Besoins en personnel	Coût esti- matif sur la base du coût intégral	A financer dans les limites des crédits ouverts pour 19..-19..	
			Services assurés par le personnel permanent	Dépenses addition- nelles prévues

II. Pendant la session (suite)

Interprétation

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Total partiel :

Services des réunions et services

communs

Préposés aux salles de conférence

Référencier

Commis aux documents

Techniciens des télécommunications

Gardes

Autres dépenses de fonctionnement

Total partiel :

Total partiel pendant la session :

III. Après la session

Documents

Traduction/révision

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Dactylographie

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Reproduction/distribution

Total partiel après la session

IV. Personnel des services organiques

Traitements/indemnités de
subsistance

Total partiel :

TOTAL GENERAL :

C. Besoins en personnel et éléments de dépenses

3) Changement de lieu :

b) /Nouveau lieu de réunion proposé/

			A financer dans les limites des crédits ouverts pour 19..-19..	
Services	Besoins en personnel	Coût esti- matif sur la base du coût intégral	Services assurés par le personnel permanent	Dépenses addition- nelles prévues

I. Avant la session

Documents

Traduction/révision

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Dactylographie

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Reproduction/distribution

Total partiel avant la session :

II. Pendant la session

Documents

Traduction/révision

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Dactylographie

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Reproduction/distribution

Total partiel :

Comptes rendus analytiques ou
in extenso

Rédaction/traduction/révision

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Dactylographie

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Reproduction/distribution

Total partiel :

			A financer dans les limites des crédits ouverts pour 19..-19..	
Services	Besoins en personnel	Coût esti- matif sur la base du coût intégral	Services assurés par le personnel permanent	Dépenses addition- nelles prévues

II. Pendant la session (suite)

Interprétation

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Total partiel :

Services des réunions et services communs

Préposés aux salles de conférence

Référencier

Commis aux documents

Techniciens des télécommunications

Gardes

Autres dépenses de fonctionnement

Total partiel :

Total partiel pendant la session :

III. Après la session

Documents

Traduction/révision

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Dactylographie

Traitements

Frais de voyage/indemnités
de subsistance

Reproduction/distribution

Total partiel après la session

IV. Personnel des services organiques

Traitements/indemnités de subsistance

Total partiel :

TOTAL GENERAL :

ANNEXE III

Incidences financières des dérogations au calendrier des conférences approuvées entre les sessions, janvier-mai 1978

(En dollars des Etats-Unis)

Organe dont émanait la demande	Services de conférence			
	Incidences financières autres que les coûts des services de conférence	Coût estimatif	Services assurés par le personnel permanent	Dépenses additionnelles prévues
Comité des droits de l'homme (A/AC.172/14)	Indemnités de subsistance des membres et du personnel des services organiques	36 490 ^{a/}	36 490	-
Comité des droits de l'homme - Groupe de travail des Cinq (A/AC.172/14/Add.1)	Indemnités de subsistance des membres et du personnel des services organiques	26 937 (29 700 de frais de voyage)	26 937	
Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désar- mement (A/AC.172/14/Add.2)		65 538 ^{a/}	64 142	1 396

^{a/} Frais de voyage non compris, la réunion demandée devant suivre immédiatement une session.

ANNEXE IV

Nombre de séances tenues à l'ONU de 1973 à 1977

A. Séances tenues à New York et à Genève, avec et sans services d'interprétation

		1973	1974	1975	1976	1977
NEW YORK	avec services d'interprétation	2 775	2 636	2 689	3 324	3 061
	sans services d'interprétation ^{a/}	178	247	411	573	434
	Total	2 953	2 883	3 100	3 897	3 495
GENEVE	avec services d'interprétation	3 641	3 081	3 833	3 253	4 651
	sans services d'interprétation ^{a/}	2 694	3 227	3 342	3 914	3 743
	Total	6 335	6 308	7 175	7 167	8 394

^{a/} Y compris un certain nombre de séances pour lesquelles certains services ont été assurés : traduction, comptes rendus écrits ou enregistrements sur bande, reproduction, sonorisation et services divers assurés dans la salle de conférences.

B. Séances tenues par les commissions régionales, avec et sans services d'interprétation, de 1973 à 1977

		1973	1974	1975	1976	1977
CEE	avec services d'interprétation ^{a/}	804	863	971	908	928
	sans services d'interprétation	47	125	167	191	149
	total	851	988	1 138	1 099	1 077
CEA	avec services d'interprétation	49	37	32	31	28
	sans services d'interprétation	7	8	32	9	8
	total	56	45	64	40	36
CESAP	avec services d'interprétation	270	277	179	190	228
	sans services d'interprétation	529	528	638	450	580
	total	799	805	817	640	808
CEPAL	avec services d'interprétation	3	13	10	8	14
	sans services d'interprétation	6	13	5	9	16
	total	9	26	15	17	30
CEAO ^{b/}	avec services d'interprétation		4	5	4	8
	sans services d'interprétation		2	1	1	5
	total		6	6	5	13

^{a/} Y compris les réunions de groupes officieux, les séminaires, les programmes de formation, les réunions intersecrétariats et les réunions à caractère administratif.

^{b/} La CEAO a été créée en 1974.

C. Réunions officielles dont le service a été assuré
à New York et à Genève

		1973	1974	1975	1976	1977
NEW YORK	Nombre	358	325	293	692	571
	Pourcentage du nombre annuel total de réunions	12,90	12,33	10,90	20,82	18,65
GENEVE	Nombre	1 212	696	1 148	705	1 212
	Pourcentage du nombre annuel total de réunions	33,29	22,60	30,00	21,70	26,19

ANNEXE V

Séances allouées et séances effectivement tenues en 1977A. New York a/

Organe	Séances allouées	Séances effectivement tenues
Conseil de sécurité, y compris les consultations officielles	Selon les besoins	111
Conseil de sécurité - Comité d'admission de nouveaux membres	Selon les besoins	2
Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud et son Groupe de travail	52	25
Comité d'experts du Conseil de sécurité créé par le Conseil à sa 1506ème séance	Selon les besoins	-
Conseil de sécurité - Sous-Comité <u>ad hoc</u> pour la Namibie	Selon les besoins	-
Conseil des Nations Unies pour la Namibie et son comité permanent, y compris les réunions officielles	156	64 (et 22 sans services)
Comité spécial contre l' <u>apartheid</u> et son Sous-Comité	104	23
Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son Groupe de travail	52	25 (et 1 sans services)
Comité des relations avec le pays hôte	24	3
Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif	Selon les besoins	1
Comité consultatif scientifique des Nations Unies	A déterminer	-
Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine	A déterminer	-
Commission d'observation pour la paix	A déterminer	-
Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte	A déterminer	-

a/ Y compris les réunions tenues ailleurs mais dont le service était assuré par le Siège ou par l'Office de Genève.

A. New York (suite)

Organe	Séances allouées	Séances effectivement tenues
Comité des placements	A déterminer	-
Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l' <u>apartheid</u> dans les sports et ses groupes de travail	Selon les besoins	4 (et 13 sans services)
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	30	22
Comité d'état-major	26	26
Conseil économique et social, y compris le Comité économique, le Comité social et les réunions officielles	153	67
PNUD - Conseil d'administration et Comité budgétaire et financier, Groupe de travail des questions administratives et financières, Groupe de travail du Programme, Comité de la coopération technique entre pays en développement et Bureau consultatif interorganisations	58	77 (et 18 sans services)
Fonds spécial des Nations Unies - Conseil des Gouverneurs	A déterminer	2
Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ses sous-comités et groupes de travail	271	108
CNUDCI - Groupe de travail de la vente internationale des objets mobiliers corporels	20	16
CNUDCI - Groupe de travail des effets de commerce internationaux	20	17
Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique - Sous-Comité scientifique et technique - Sous-Comité juridique et Groupe de travail	20 40	13 (et 2 sans services) 45 (et 5 sans services)
Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement	10	7

A. New York (suite)

Organe	Séances allouées	Séances effectivement tenues
Comité de la science et de la technique au service du développement, son groupe de rédaction et son groupe de travail	20	24
Commission de la population	20	19
Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, son Groupe de contact et son Groupe de travail officiels	53	71
Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation et son Groupe de travail, y compris les consultations officielles	38	33
Comité des ressources naturelles, en tant que Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'eau	8	7
Comité <u>ad hoc</u> pour la Conférence mondiale du désarmement et son Groupe de travail	20	5 (et 5 sans services)
Comité consultatif pour les questions administratives	20	22 (pas de services)
Commission de la fonction publique internationale	30	25
Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (y compris les réunions préparatoires du Groupe des 77, des experts juridiques et du Groupe des pays sans littoral)	456	318 (et 36 sans services)
Comité de la planification du développement	20	19 (et 7 sans services)
Groupe consultatif de l'information	4	4
Comité spécial de l'océan Indien	20	14
FISE, Conseil d'administration, Comité de l'administration et des finances et Comité du programme	30	28 (27 à Manille)
Comité de l'examen et de l'évaluation	10	9

A. New York (suite)

Organe	Séances allouées	Séances effectivement tenues
Comité du programme et de la coordination, y compris les consultations officieuses	40	40
Comité administratif de coordination	4	4 (et 42 sans services)
Comité des contributions	40	36
Conseil de tutelle (quarante-quatrième session) et son Comité de rédaction	20	10 (et 3 sans services)
Comité des commissaires aux comptes de l'ONU	30	10 (et 1 sans services)
Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes de l'ONU et des institutions spécialisées	A déterminer	4
Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre la prise d'otages	30	20
CEPAL - Comité plénier	-	2
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	243	188 (et 1 sans services)
COI - Groupe de travail	10	13
Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies	2	2 (sans services)
Groupe consultatif sur les protéines (et les calories)	10	9
Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies - Comité d'actuares	12	12
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	-	5
Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement	30	29
Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences économiques et sociales de la course aux armements	10	14

A. New York (suite)

Organe	Séances allouées	Séances effectivement tenues
Assemblée générale, trente-deuxième session ordinaire et reprise de la trente et unième session, y compris les consultations officieuses	772	609 (et 18 sans services)
UNITAR - Conseil d'administration	10	9
UNITAR - Séminaires	-	22
Tribunal administratif des Nations Unies	A déterminer	30 (sans services)
Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international	-	1
Conférence pour les annonces de contributions au PNUD et au FENU	2	2
Conférence pour les annonces de contributions à l'ONUDI	2	1
Conférence pour les annonces de contributions au Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	2	2
Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'UNRWA	1	1
CNUCED - Groupe d'experts gouvernementaux des concepts qui sont à la base des objectifs actuellement fixés pour l'aide et les courants de ressources	10	13
Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires au HCR	1	1
Comité des conférences	Selon les besoins	26
Réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales	A déterminer	4
Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation concernant les droits de l'homme au Chili	10	7

A. New York (suite)

Organe	Séances allouées	Séances effectivement tenues
Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	A déterminer	2
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud - Conseil d'administration	A déterminer	4
Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA	A déterminer	3
Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris les réunions officielles	Selon les besoins	15
Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés	10	12
Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	10	11
Comité des organisations non-gouvernementales	6	13
Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales	20	17
Commission des sociétés transnationales, y compris les réunions officielles	20	16
Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite	30	29 (et 17 sans services)
Groupe de travail intergouvernemental spécial chargé d'étudier le problème des pratiques de corruption, y compris les réunions officielles	40	37
Comité des droits de l'homme et son groupe de travail	20	20
PNUE - Comité de coordination pour l'environnement	-	2

A. New York (suite)

Organe	Séances allouées	Séances effectivement tenues
Conférence des Nations Unies sur l'eau	60	67 (et 3 sans services)
Conférence mondiale pour l'action contre l' <u>apartheid</u>	20	15 (Lagos)
Groupes régionaux et sectoriels et autres réunions officieuses	-	474
Nombre total de séances avec services d'interprétation	<u>3 308</u>	<u>3 061</u>
Sans services d'interprétation		434

B. Genève

Organe	Séances allouées	Séances effectivement tenues
CNUDCI	50	53 (et 9 sans services) (Vienne)
CNUDCI - Groupe de travail de la vente internationale des objets mobiliers corporels	20	16 (et 5 sans services)
Conférence des Nations Unies sur la désertification et réunions connexes	60	81 (Nairobi)
PNUE - réunions diverses, réunions d'équipes spéciales et consultations relatives à l'environnement, y compris les réunions du Conseil d'administration et les réunions préparatoires en vue de la Conférence des Nations Unies sur la désertification	286	281 (et 69 sans services)
Commission des droits de l'homme, trente-deuxième session	70	71
Commission des droits de l'homme - Sous-Commission et groupes de travail spéciaux	205	196 (et 23 sans services)
Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés	21	21
Troisième Conférence sur le droit de la mer - réunions officielles et groupes régionaux	30	24 (et 5 sans services)
Comité mixte de la caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	20	20 (Nairobi)
Troisième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques	30	30 (et 16 sans services) (Athènes)
Commission économique pour l'Europe, trente-deuxième session	30	26

B. Genève (suite)

Organe	Séances allouées	Séances effectivement tenues
Comité du gaz	10	9
Comité des transports intérieurs	20	15
Comité des problèmes agricoles	10	8
Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	10	3
Comité du bois	10	9
Comité de l'acier	10	5
Comité pour le développement du commerce	15	10
Groupes d'experts, groupes spéciaux, consultations, séminaires, groupes de travail, groupes officieux, etc.	993	838 (et 65 sans services)
CNUCED		
Conseil du commerce et du développement	156	157
Commission de la coopération économique entre pays en développement	40	81
Réunions préparatoires dans le cadre du programme intégré pour les produits de base, comités <u>ad hoc</u> , groupes d'experts, groupes de travail, consultations, etc.	1 305	1 212 (et 1 124 sans services)
Commission des invisibles	14	14
Commission des articles manufacturés	30	22
Comité spécial des préférences	25	19
Conférence des Nations Unies sur le sucre	260	221
Centre CNUCED/GATT du commerce inter- national et réunions connexes	42	32

B. Genève (suite)

Organe	Séances allouées	Séances effectivement tenues
Commission des stupéfiants	30	32
Commission du développement social	30	27 (et 2 sans services)
Conférence du Comité du désarmement	67	99 (et 28 sans services)
Groupe d'experts pour la réduction des budgets militaires	20	27 (sans services)
Comité pour l'élimination de la discri- mination raciale	30	25 (Vienne)
Comité des contributions	jusqu'à 20	11
Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires	10	7
Comité consultatif pour les questions administratives	-	37 (sans services)
Huitième Conférence cartographique des Nations Unies pour l'Extrême-Orient	20	14 (et 4 sans services) (Bangkok)
Conférence des Nations Unies sur l'asile territorial	40	46 (et 93 sans services)
Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités	100	102 (et 30 sans services)
Groupe de travail intergouvernemental spécial chargé d'étudier le problème des pratiques de corruption	10	10 (et 1 sans services)
Groupe d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement	20	12

B. Genève (suite)

Organe	Séances allouées	Séances effectivement tenues
Comité des ressources naturelles	20	16 (et 3 sans services)
Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	21	18 (et 5 sans services) (Vienne)
Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique - Sous-Comité juridique	70	72
Commission du droit international, vingt-huitième session	116	94 (et 2 sans services)
Séminaire sur le droit international	20	12
Tribunal administratif des Nations Unies	A déterminer	32 (sans services)
Organe international de contrôle des stupéfiants	50	54 (et 3 sans services)
PNUD - Conseil d'administration	54	65 (et 3 sans services)
Conseil économique et social et réunions connexes	167	140 (et 20 sans services)
Réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales	10	6
Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	20	11 (24 sans services)
Groupe d'experts sur la science et la technique et l'avenir	10	8 (et 1 sans services)
Comité administratif de coordination	6	5 (et 82 sans services)
Commission de statistique - Groupe de travail des programmes internationaux de coordination	-	2 (et 2 sans services)

B. Genève (suite)

Organe	Séances allouées	Séances effectivement tenues
HCR - Comité exécutif	20	17 (et 6 sans services)
Groupe international d'étude du plomb et du zinc	13	13 (et 3 sans services)
Réunion commune du Comité spécial des Vingt-Quatre et du Conseil pour la Nalibie	20	15 (et 2 sans services) (Maputo)
Conférence mondiale pour l'action contre l' <u>apartheid</u> (services assurés en partie par Genève, en partie par New York)	10	10 (Lagos)
Groupes régionaux et réunions officieuses du FISE, de l'UNITAR, du FNUAP, du Service de l'information et d'autres organes, y compris les conférences de presse du Secrétaire général et les réunions du Conseil du personnel	-	255
Comité préparatoire et Conférence des parties chargées de l'examen du Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol	30	28 (et 13 sans services)
Nombre total de séances avec services d'interprétation	4 826	4 651
Sans services d'interprétation		1 739

ANNEXE VI

Utilisation du temps de réunion imparti à divers organes de l'ONU dont le Siège a assuré le service en 1977

Nom de l'organe	Nombre de séances d'une demi-journée tenues	Fourchette de temps impartie pour les séances (en heures)	Durée totale des séances tenues (en heures)	Durée moyenne des séances (en heures)	Nombre de séances ayant dépassé l'horaire prévu	Durée totale des dépassements d'horaire (en heures)	Durée moyenne du dépassement d'horaire par séance (en heures)	Nombre de séances ayant commencé en retard sur l'horaire prévu	Durée totale des retards sur l'horaire prévu pour le début des séances (en heures)	Temps moyen de retard sur l'horaire prévu pour le début des séances (en heures)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
Assemblée générale reprise de la trente et unième session	14	35-42	26	1,51	11	25,05	2,16	12	10,40	0,53
Assemblée générale trente-deuxième session (y compris les grandes commissions et les groupes de travail)	559	1397,30-1677	1158,30	2,05	243	176,30	0,44	503	259,20	0,31
Comité spécial des Vingt-Quatre (y compris ses sous-comités et groupes de travail)	82	205-246	62,50	0,46	3	0,40	0,13	78	47,50	0,37
Conseil des Nations Unies pour la Namibie (y compris les comités permanents, le Comité directeur, le Comité de coordination et les réunions tenues en commun avec le Comité spécial des Vingt-Quatre)	85	212,30-255	96,45	1,08	10	4,20	0,26	81	47,30	0,35
CNUDCI (y compris les groupes de travail)	33	82,50-99	79,10	2,24	5	0,30	0,6	33	15,50	0,29
Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (y compris les sous-comités)	65	162,30-195	91,20	1,25	15	6,10	0,25	52	21,05	0,29
Comité spécial contre l'apartheid (y compris les réunions officielles et les groupes de travail)	40	100-120	74,25	1,25	16	5,15	0,20	36	23,10	0,38
Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (y compris les groupes officiels et de rédaction)	15	37,30-45	14,10	0,57	3	1	0,20	14	7,40	0,33
Comité spécial de l'Océan Indien (y compris les réunions officielles)	14	35-42	16,25	1,10	5	1,15	0,15	13	9,40	0,45
Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (y compris les réunions officielles)	29	72,30-87	36,55	1,16	-	-	-	28	16,35	0,35
Comité préparatoire de la Conférence sur la coopération technique entre pays en développement	7	17,30-21	13,20	1,54	4	1,25	0,21	7	4,35	0,40
Comité spécial des opérations de maintien de la paix	28	70-84	52,15	1,51	12	3,00	0,15	28	17,05	0,37

ANNEXE VI (suite)

Nom de l'organe	Nombre de séances d'une demi-journée tenues (1)	Fourchette de temps impartie pour les séances (en heures) (2)	Durée totale des séances + annuées (en heures) (3)	Durée moyenne des séances (en heures) (4)	Nombre de séances ayant dépassé l'horaire prévu (5)	Durée totale des dépassements d'horaire (en heures) (6)	Durée moyenne du dépassement d'horaire par séance (en heures) (7)	Nombre de séances ayant commencé en retard l'horaire prévu (8)	Durée totale des retards sur l'horaire prévu pour le début des séances (en heures) (9)	Temps moyen de retard sur l'horaire prévu pour le début des séances (en heures) (10)
Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies (y compris les groupes officiels)	66	165-198	116,10	1,45	46	37,05	0,48	62	64,10	1,02
Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (y compris les groupes de travail)	30	75-90	51,55	1,44	10	5,20	0,32	28	17,20	0,37
Comité des conférences	26	65-78	47,35	1,50	16	5,20	0,20	26	14,20	0,33
Comité des contributions	36	90-108	75,25	2,7	6	3,10	0,32	36	15,20	0,26
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	189	472,30-567	469,25	2,29	120	56,50	0,28	187	62,55	0,20
Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies	11	27,30-33	22,15	2,1	2	0,15	0,7	10	3,10	0,19
Commission de la fonction publique internationale	25	62,30-75	56,45	2,16	8	1,25	0,11	22	7,45	0,21
Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre la prise d'otages	19	47,30-57	19,35	1,2	5	1,30	0,16	19	13,20	0,42
Conférence de 1977 pour les annonces de contributions au FNUD, au FENU et au Fonds spécial des Nations Unies	2	5-6	4,45	2,23	-	-	-	2	0,40	0,20
Conférence de 1977 pour les annonces de contributions au FISE	2	5-6	3,05	1,33	-	-	-	2	0,30	0,15
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	22	55-66	43,30	1,59	2	0,40	0,20	22	11,25	0,31
Conseil de sécurité	73	182,30-219	116,30	1,36	28	23,30	0,50	73	56,20	0,46
Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968)	19	47,30-57	31,10	1,38	2	1	0,30	19	11,55	0,38
Comité d'état-major	26	65	4,55	0,11	-	-	-	5	0,35	0,7
Conseil économique et social (séances plénières, séances des Comités économique et social et réunions officielles)	67	167,30-201	104,05	1,33	18	4,10	0,14	62	34,05	0,33
Comité de la science et de la technique au service du développement (y compris les groupes de travail et de rédaction)	24	60-72	52,10	2,10	15	16,15	1,5	22	17,50	0,49
Commission de la population	19	47,30-57	46,40	2,27	6	2,40	0,27	19	6,20	0,20
Comité de la planification du développement (y compris le groupe de rédaction officiel)	26	65-78	58,40	2,15	2	0,20	0,10	9	2,15	0,15

ANNEXE VI (suite)

Nom de l'organe	Nombre de séances d'une demi-journée tenues	Fourchette de temps impartie pour les séances (en heures)	Durée totale des séances tenues (en heures)	Durée moyenne des séances (en heures)	Nombre de séances ayant dépassé l'horaire prévu	Durée totale des dépassements d'horaire (en heures)	Durée moyenne du dépassement d'horaire par séance (en heures)	Nombre de séances ayant commencé en retard sur l'horaire prévu	Durée totale des retards sur l'horaire prévu pour le début des séances (en heures)	Temps moyen de retard sur l'horaire prévu pour le début des séances (en heures)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
Comité du programme et de la coordination (y compris le groupe de rédaction)	39	97,30-117	106,35	2,44	30	19,30	0,39	5	2,40	0,32
Commission des sociétés transnationales	14	35-42	30,15	2,10	9	6,20	0,42	14	8,30	0,36
Groupe d'experts des normes internationales pour la comptabilité et les rapports	19	47,30-57	48,05	2,32	5	1,50	0,22	19	4,20	0,14
Programme des Nations Unies pour le développement (toutes les réunions)	84	210-252	176,35	2,6	36	24,10	0,40	82	40,30	0,30
Conseil de tutelle (y compris le Comité de rédaction)	13	32,30-39	20,50	1,36	1	0,05	0,5	11	6,05	0,33
Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a/ (séances officielles seulement)	121	302,30-363	226,20	1,52	49	28,20	0,35	112	61,45	0,33
Conférence des Nations Unies sur l'eau, Mar del Plata	52	130-156	117	2,15	22	25,55	1,11	51	21,15	0,25
Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid, Lagos	15	37,30-45	35,40	2,32	2	0,40	0,20	15	6,15	0,25

a/ Les chiffres indiqués pour la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer se rapportent aux seules séances officielles. Etant donné que de nombreuses séances des groupes régionaux ont été "raccordées" les unes aux autres, c'est-à-dire qu'elles ont eu lieu à la suite au cours d'une même demi-journée, il n'aurait pas été possible de calculer le temps de réunion impart.

ANNEXE VII

Utilisation du temps de réunion impartie à l'Assemblée Générale et à ses grandes commissions lors de la trente-deuxième session

	Membre de séances tenues	Durée totale des séances tenues (en heures)	Durée totale des dépassements d'horaires (en heures)	Temps perdu du fait que des séances ont commencé en retard (en heures)	Temps perdu du fait que des séances se sont terminées plus tôt que prévu (en heures)	Total du temps perdu (en heures)
Séances plénières	111	263,15	56,55	71,10	-	71,10
Bureau	4	3,05	-	1,35	-	1,35
Commission de vérification des pouvoirs	2	0,15	-	0,30	3,15	3,45
Commission plénière	58	101,10	3,20	21,10	33,45	54,55
Commission politique spéciale	46	62,55	3,00	26,00	38,35	64,35
Deuxième Commission	65	143,40	20,45	32,55	16,30	49,25
Troisième Commission	77	159,50	20,05	34,40	29,05	63,45
Quatrième Commission	35	69,20	5,35	18,05	9,40	27,45
Cinquième Commission	72	207,35	60,40	6,00	6,05	12,05
Sixième Commission	70	112,50	4,30	38,00	33,35	71,35
Total	540	1 123,55	174,50	250,05	170,30	420,35

ANNEXE VIII

Résultats obtenus grâce à la surprogrammation des séances au Siège
durant la période allant du 27 février au 27 mai 1978

Nombre hebdomadaire de séances et utilisation de la capacité des services d'interprétation du Siège

Semaine	Séances annulées	Réaffectations	Demi-journées avec services d'interprétation	Capacité inutilisée	Séances tenues	Séances refusées
27 février-4 mars (y compris le samedi)	21	4	57	-	75	4
6-11 mars (y compris le samedi)	12	6	64	- a/	79	12
13-19 mars (y compris le samedi et le dimanche)	25	10	58	-	61	3
20-24 mars	14	1	57	8	64	11
27-31 mars	12	1	57	6	62	-
3-7 avril	24	5	47	17	47	2
10-14 avril	35	12	59	17	62	2
17-21 avril	29	10	62	14	66	3
24-28 avril	44	20	54	9	52	-
1er-6 mai (y compris le samedi)	33	10	52	13	55	-
8-13 mai (y compris le samedi)	23	9	49	-	50	1
15-20 mai (y compris le samedi)	28	10	57	14	58	2
22-27 mai (y compris le samedi)	36	6	56	30	54	-

a/ Des services ont été assurés pour 10 demi-journées supplémentaires.

Contrôle et limitation de la documentation

Résolutions et décisions antérieures

Extrait du Conference Room Paper No 65

...

3. Le contrôle et la limitation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies a été un objet de préoccupation dès le début des travaux de l'Organisation, et l'Assemblée générale ainsi que d'autres organes se sont presque constamment penchés sur divers aspects de cette question. En retracer tout l'historique alourdirait peut-être inutilement la présente note. Il suffit sans doute de remonter à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale (1969) où la Cinquième Commission était saisie de rapports :

- a) du Comité des conférences (A/7361);
- b) du Comité chargé d'étudier la réorganisation du Secrétariat (A/7359); et
- c) du Corps commun d'inspection (A/7576 et Corr.1);

qui, tous, avaient trait (soit entièrement soit en partie) à la documentation et/ou aux comptes rendus de séances. Les observations pertinentes du Secrétaire général (A/C.5/1247 et A/C.5/1257) ainsi que celles du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ont été examinées par la Cinquième Commission dont le rapport (A/7850) a amené l'Assemblée générale à adopter la résolution 2538 (XXIV) du 11 décembre 1969.

4. En 1970, le Secrétaire général a présenté un rapport (A/8126) sur l'application de la résolution 2538 (XXIV), et le Comité consultatif aussi (A/8212). L'Assemblée générale a reporté l'examen de ces rapports à sa vingt-sixième session, où elle était également saisie des documents suivants :

a) Un nouveau rapport du Corps commun d'inspection sur la documentation de l'Organisation des Nations Unies et l'organisation des travaux de l'Assemblée générale et de ses grandes commissions (A/8319 et Corr.1) et les observations y relatives du Secrétaire général (A/8488);

b) La section IX, intitulée "Documentation" du rapport du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale (A/8426); et

c) Un rapport du Comité consultatif (A/8532 et Corr.1 et 2).

Le rapport pertinent de la Cinquième Commission (A/8608) a conduit l'Assemblée générale à adopter la résolution 2836 (XXVI) du 17 décembre 1971.

5. L'Assemblée générale a procédé à un nouvel examen d'ensemble de la question à sa vingt-neuvième session en 1974, en se fondant sur des rapports du Secrétaire général (A/9189, A/9731) et du Comité consultatif (A/9807). Le rapport de la

Cinquième Commission (A/9869) contenait une décision demandant au Secrétaire général d'établir un rapport sur la question des comptes rendus de séances.

6. En 1975, l'Assemblée générale, dans le cadre de la question du contrôle et de la limitation de la documentation, a axé son attention sur les comptes rendus de séances et en 1976 et 1977, sur l'application des décisions qu'elle avait prises en 1975 à ce sujet. Etant donné que le Comité des conférences est chargé de suivre l'application de ces décisions, le Secrétariat présentera un rapport distinct sur cette question.

7. Le document A/INF.136/Rev.1 du 30 juin 1972 énonce la politique arrêtée par l'Assemblée générale en matière de contrôle et de limitation de la documentation dans ses résolutions 2538 (XXIV) et 2836 (XXVI) ainsi que dans celles de ses résolutions antérieures qui n'ont pas été remplacées par les deux résolutions susmentionnées.

8. Le Conseil économique et social a, au fil des ans, accordé une attention particulière à la documentation relative à ses travaux. Il a constamment souscrit aux règles adoptées par l'Assemblée générale, qu'il a appliquées à sa documentation, et a pris d'autres mesures, l'une des plus importantes étant le principe que les rapports présentés au Conseil par ses organes subsidiaires ne doivent pas, sauf exception approuvée par le Conseil, compter plus de 32 pages.

9. Il convient peut-être de mentionner également la décision du Secrétaire général publiée dans le document ST/AI/189/Add.20 du 5 janvier 1977, qui tend à ce que les documents émanant du Secrétariat et destinés à des organes de l'ONU ne comptent pas plus de 32 pages, sauf exception admise par le Secrétaire général adjoint aux conférences et chargé de fonctions spéciales.

10. Enfin, dans le cadre de la présente "bibliographie", il n'est peut-être pas inutile de mentionner le rapport récent du Corps commun d'inspection sur les incidences de l'emploi de nouvelles langues dans les organismes des Nations Unies (A/32/237). Les observations du Comité administratif de coordination sur ce rapport sont en cours de rédaction et seront présentées à l'Assemblée générale à sa trente-troisième session.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استلم منها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何获取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire où adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
